

s o m m a i r e

■ éditorial

Jupiter rend fous les États-Unis – Patrice Darteville 3

■ dossier - Énergie: les appétits et les confrontations

Le nouvel ordre énergétique – Joan Condijs 4
Le plus dangereux enjeu de ce siècle – Jacques Rifflet 7
Apocalypse now? – L'entretien de Jean Sloover avec Jean-Pierre Pauwels 9
L'Europe en manque d'énergie - Un entretien avec Christian Egenhofer – Pascal Martin 11
Chine: l'empire des gaspillages – Bruno Birolli 13

■ société

Élections 2006 - En route pour 2007 – Isabelle Philippon 14
Regards de Flandre - Des thèmes glanés sur les terres du VB? – Olivier Starquit 16

■ europe

La Turquie au cœur de l'arène européenne – Pascal Martin 18

■ monde

États-Unis - De l'état d'urgence à l'état d'exception permanent – Jean-Claude Paye 19

■ idées

Hobsbawm ou le parcours d'un intellectuel – Olivier Starquit 21

■ sciences

Aux enfers... Pluton? – André Koeckelenbergh 23

■ religion

«Le fait religieux»: le singulier est-il neutre? – Barbara Frère 24
Le théologien et les mosquées – Patrice Darteville 26

■ culture

Il était une voix, Marin Marais... – Didier Chatelle 28
Léon Spilliaert - Une forme de mystère – Ben Durant 29
Codex da Vinci – Olivier Swingedau 30

■ agenda

33

Notre prochain dossier

Pour le dernier numéro de l'année, *Espace de Libertés* a préparé un dossier sur les «Évangéliques». Le protestantisme évangélique s'étend, tant aux États-Unis qu'à travers la planète. Régression scientifique, conservatisme politique et social, manipulation par des prédicateurs dans les *megachurches*... Autant de questions posées par les laïques mais aussi par les Églises protestantes et catholique, à propos de cette envahissante galaxie évangélique, et les analyses de Sébastien Fath, Guy Liagre, Maïté Maskens, etc.

En couverture: © Doug Wilson/Corbis. Notre dossier **Énergie: les appétits et les confrontations**, pages 4 et suivantes.

Jupiter rend fous les États-Unis

Patrice Darteville

L'existence même, très probablement, et certainement les conditions de traitement judiciaire des prisonniers de la base américaine de Guantanamo constituent un des plus flagrants dénis des valeurs démocratiques.

Depuis plus de quatre ans, on ne parvient pas à échapper au dilemme: ou bien ce sont des prisonniers de guerre et ils doivent être correctement traités et nullement inquiétés, ou bien ce sont des criminels et ils doivent connaître les motifs de leur inculpation, être jugés selon une procédure impartiale et donc pouvoir se défendre.

Depuis 2002, l'Amérique de George Bush essaie de ne pas trancher pour maintenir une politique de sauvage: ils sont enfermés, un point c'est tout.

Ce n'est pas le seul problème que posent les États-Unis en matière de droits de l'Homme: les enlèvements de personnes en Europe et ailleurs et la constitution de prisons hors toute loi dans plusieurs pays en est une autre, tout à fait connexe.

Combattants ennemis illégaux

Les 27 et 28 septembre derniers, la Chambre des représentants et le Sénat américains ont adopté une loi sur la détention et le jugement de ces prisonniers, loi ratifiée le 17 octobre par le président Bush.

Il fallait bien essayer de les définir. On a finalement choisi le concept d'«ennemis combattants illégaux». En droit international «illégaux» veut dire «*n'appartenant pas à l'armée d'un État reconnu*»¹. Le concept est bancal depuis toujours: il qualifie parfaitement les résistants européens antimazis et quelques autres comme les militants juifs pour Israël d'avant 1948 par exemple.

Dans la nouvelle loi, il s'agit de gens qui «*ont violé le droit de la guerre, commis un acte hostile contre les États-Unis ou soutenu volontairement ou matériellement des terroristes engagés dans une action hostile contre les États-Unis*»².

Bref, les États-Unis déterminent les lois de la guerre et qui les respecte et s'autorisent tout face à un de leurs ennemis. C'est vrai que cette attitude est celle de tous les puissants d'un instant, mais ceux-ci n'essaient pas non plus de faire croire qu'ils luttent pour la démocratie dans le monde.

Ces «ennemis combattants illégaux» n'auront plus le droit de contester devant un juge toute détention préventive s'ils sont étrangers.

Les tribunaux militaires d'exception pourront déclarer recevables des témoignages obtenus par la contrainte, sans exclure la torture si le président des États-Unis le permet ou l'ordonne.

Une législation inexcusable

On ne va pas faire preuve d'angélisme. Combattre les islamistes violents n'est pas illégitime mais une fois de plus les

Américains gâchent le combat qu'il faut mener.

Les procédures rigoureuses sont indispensables pourvu qu'elles soient pertinentes. Les erreurs ne sont pas rares. Le cas du Canadien d'origine syrienne Maher Arar le montre. Sur la base d'une information d'obscur provenance, il est arrêté en septembre 2002 à New York et expulsé vers la Syrie qui le torture. Il met un an à rentrer au Canada. Il vient d'être innocenté³.

On peut aussi inventer des liens fictifs, spécialement à l'encontre de journalistes qui font leur métier en rencontrant des adversaires des États-Unis. Un photographe irakien, Bilal Hussein, est ainsi détenu depuis plus de cinq mois dans une base américaine près de Bagdad. Il est accusé de lien étroit avec des insurgés irakiens. Il est surtout le meilleur photographe de la bataille de Fallouja vue du côté irakien, ce qui lui a valu le prix Pulitzer 2004⁴.

Malgré la présence du sénateur Mac Cain, ancien prisonnier des Vietnamiens, nul ne paraît prendre conscience que désormais tout adversaire des États-Unis aura les mains libres pour torturer les prisonniers américains et ceux de leurs alliés.

Quelles alliances?

Nul en Europe ne soutient les islamistes et Al-Quaïda. Mais est-on si sûr de la justesse de l'hymne perpétuel à la solidarité occidentale?

La politique américaine depuis 2001 est l'exact contraire de ce qu'il fallait faire pour venir à bout des islamistes. Fort heureusement, Français, Belges et Allemands ne s'y sont pas trompés au moment de la guerre en Irak en n'envoiant aucun soldat.

En attendant, la guerre contre Ben Laden en Afghanistan, bien justifiée celle-là, menace d'être perdue à cause de l'aventure américaine en Irak.

George Bush n'est pas toute l'Amérique, mais il n'est pas non plus un phénomène isolé et imprévisible.

Y a-t-il grand sens à nous lier à ce point à un pays qui défend la démocratie, mais en a une conception aussi unilatérale et qui la dénature?

La force américaine est bien réelle mais quelle excuse y aura-t-il à s'allier à un pays aussi dangereux et aussi inefficace et peu responsable au plan de l'organisation du monde? Où peut nous mener le maintien de l'OTAN?

Les pays européens sont faibles comparativement aux États-Unis, mais ce n'est pas une raison suffisante pour maintenir encore un peu le souvenir et des fantômes d'une alliance sans objet depuis quinze ans. ▲

¹ *Le Monde* du 30 septembre 2006

² *Le Soir* des 30 septembre et 1^{er} octobre 2006.

³ Anne Péluas dans *Le Monde* des 24 et 25 septembre 2006.

⁴ Claire Guillot dans *Le Monde* des 24 et 25 septembre 2006.

JOAN CONDIJTS

Et si l'embrasement des cours des énergies fossiles, conjugué aux exigences environnementales, profitait finalement au renouvelable...

 *Notre ignorance n'est pas aussi vaste que notre incapacité à utiliser ce que nous savons*. Le 4 février 1949, dans une revue scientifique américaine, Marion King Hubbert signe un article intitulé «Energy from fossil fuels» (l'énergie des carburants fossiles). Employé chez Shell, l'homme affirme que l'ère pétrolière sera de courte durée. Ce géologue de formation esquisse surtout un modèle mathématique qui prévoit le déclin de la production américaine de brut aux alentours de 1970. La publication demeure confidentielle.

En 1956, devant le *Petroleum Institute* de San Antonio, dans ce Texas où l'huile est reine, le même Hubbert expose ses conclusions. Une théorie raillée, moquée. Qui

sera avéré. En 1970. Comme annoncé. Dans les «seventies», les derricks s'essoufflent. Hubbert entre au panthéon de l'or noir.

Cinquante ans après cet exposé sulfureux, alors que les États-Unis sont condamnés à importer plus de la moitié de leurs besoins pétroliers, l'ombre du géologue plane encore sur les débats. Le pic dit de Hubbert –une courbe en forme de cloche qui reflète l'évolution de la production de brut– ne cesse de diviser la communauté scientifique, sinon d'inquiéter la Maison-Blanche. Quand la planète atteindra-t-elle ce sommet, ce moment où la moitié du gâteau aura été consommée? Combien de litres sommeillent encore sous les terres et les mers?

© Doug Wilson/Corbis

Les réponses façonnent le paysage énergétique. Car l'or noir joue les protagonistes: dans les deux prochaines décennies, «les carburants fossiles resteront dominants dans l'utilisation d'énergie, représentant 85% de l'augmentation de la demande d'énergie primaire (estimée à 60% entre 2002 et 2030, ndlr). Et le pétrole restera le principal carburant même si sa part relative s'érodera», estiment les experts¹ de l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Les inconnues

La sphère pétrolière ne s'appuie que sur deux certitudes. Primo, les sources d'huile s'épuiseront. Secundo, depuis 1860, l'humanité a déjà extrait environ un billion (mille milliards) de barils (159 litres) d'or noir. Le reste divise. Le pic? Plusieurs scénarios existent: d'aucuns considèrent qu'il a déjà été atteint en 2003, d'autres qu'il ne le sera qu'en 2007. Le 15 février dernier, à l'occasion de la présentation du bulletin financier de la compagnie, Thierry Desmarest, le patron de Total, le quatrième pétrolier (privé) mondial, situait le déclin des réserves prouvées en 2020. Du moins si le rythme de croissance de la demande (entre 1,5% et 2% par an) se maintient.

Les réserves prouvées? Plus de 1 200 milliards de barils, selon la dernière livraison du «Statistical review of world energy 2006» de British Petroleum, référence du secteur. Le même instrument les estimait à 1 000 milliards voici dix ans et à 770 millions voici vingt ans. Le vocable «prouvé» recouvre la quantité d'or noir pouvant être extraite d'un gisement dans les conditions techniques et économiques contemporaines. Existent également des réserves dites «probables» qui présagent d'un futur technologiquement et économiquement plus favorable.

Aux facteurs géologiques qui empêchent de dater le pic, s'ajoute l'inconnue technique. Forages horizontaux, offshore «ultraprofond» (plus de 1 500 mètres), sismique en quatre dimensions (qui permet la visualisation des mouvements de fluides à l'échelle d'un gisement), meilleurs taux de récupération (en moyenne, seuls 35% des hydrocarbures enfermés dans les champs sont extraits)... Un étalage non exhaustif de développements technologiques qui repoussent le deuil pétrolier. Une hausse des prix ouvrirait aussi de nouvelles perspectives: le coût de production d'un baril oscille de 50 cents à 2 dollars dans la péninsule arabique, de 8 à 10 dollars aux États-Unis, de 9 à 12 dollars en mer du Nord, de 10 à 15 dollars pour de l'offshore profond, et tourne autour d'une quinzaine de dollars pour des pétroles dits «non conventionnels» (sables asphaltiques, huiles extra-lourdes, etc.).

Des perspectives qui se sont ouvertes comme en témoigne le nouvel eldorado canadien où, au milieu des champs de sables bitumineux, poussent des cités pétrolières. Le baril s'est en effet envolé...

Durant les années nonante, le Brent, principale référence planétaire, s'était mué dans une fourchette (moyennes annuelles) allant de 12 dollars (1998) à 23 dollars (1991, veille de la guerre du Golfe, premier épisode). Au XXI^e siècle, le baril de la mer du Nord s'installait largement au-dessus des 20 euros. Les prémisses d'un choc lancinant. La crise éclate durant l'été 2004.

L'Irak sort ensanglanté du deuxième opus guerrier, œuvre de Georges Bush jr, et tarde à relancer une industrie pétrolière meurtrie: «L'insécurité et les sabotages répétés des

installations pétrolières ont fait chuter la production à 1,33 million de barils par jour en 2003 (contre 2,12 millions en 2002). Malgré une remontée à 2,3 millions en mai 2004, la production reste bien en deçà des niveaux de 1999-2001», expliquait Nicolas Sarkis, directeur du Centre arabe d'études pétrolières, en juillet 2004².

Au bourbier irakien se greffent une multiplication d'attentats en Arabie saoudite, des conflits ethniques au Nigeria, des grèves au Venezuela, l'affaire Loukos en Russie... Le Brent frôle les 40 dollars. Les facteurs politiques se conjoint à l'essence du marché pétrolier: l'offre et la demande.

La première plafonne à cause du goulet d'étranglement que représente le raffinage. Faute d'investissements et d'adaptation des structures de traitement des types d'huiles (lourdes, légères), l'industrie de transformation, principalement étasunienne, peine à épouser une courbe de demande qui grimpe rapidement. La consommation accélère: entre 1992 et 2002, la hausse annuelle moyenne s'élève à 1,54%; en 2003, la planète exige 1,93% de pétrole de plus que l'année précédente; en 2004, cette demande explose et grossit de 3,7%. Principal moteur: la Chine (+15,8% en 2004).

Techniques, politiques, économiques, les facteurs sont également psychologiques: les tensions de marché ouvrent la voie à la spéculation, accroissent les risques et, partant, les doutes liés à la sécurité d'approvisionnement. Un climat qui engendre un doute sur la fiabilité arithmétique des réserves prouvées. En janvier 2004, Shell avouait avoir gonflé son bas de laine pétrolier de cinq milliards de barils (un tiers de la totalité). Les réserves du géant anglo-néerlandais fondaient d'un tiers. Scandale. Des monarchies du Golfe Persique confondaient «réserves prouvées» et «probables».

La conjonction de ces paramètres couplée à l'hypothèque «hubbertienne» a mené, depuis ce fameux été 2004, le baril vers des sommets dignes des chocs (en dollar constant) des années septante. L'été dernier, le baril a flirté avec les 80 dollars. En mars 1999, le cours de l'or noir avait plongé sous les dix dollars... Fièvre ou nouvel ordre pétrolier? Depuis août, le brut a cédé plus de 20%. Mais l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui représente environ 40% de la production mondiale, a décidé de réduire la cadence d'extraction. Une première depuis le 10 avril 2004. Car l'envolée des prix ne déplaît pas aux États pétroliers: des rentrées juteuses dont ni la Russie, ni l'Arabie Saoudite, ni même la Norvège ne désiraient se passer. La sacro-sainte OPEP a d'ailleurs annoncé, en juin 2005, qu'une révision de la fourchette tarifaire du panier des bruts de référence du cartel, traditionnellement située entre 22 et 28 dollars, était à l'étude: «Si nous rassemblons les demandes des producteurs et des consommateurs, il faudra se trouver quelque part entre 30 et 50 dollars le baril», déclarait à l'époque Ahmad Fahd al-Sabah, ministre koweïtien du pétrole qui n'ignore pas qu'un baril trop élevé risque de lui coûter cher à long terme...

Le gaz, le charbon, le nucléaire...

L'embrasement pétrolier profite en effet aux sources concurrentes. Aussi, le gaz, malgré des liens historiques avec les marchés du brut, a-t-il le vent en poupe. Les experts de l'Agence internationale de l'énergie prédisent un double-

¹ «World energy outlook 2004», International Energy Agency.

² «Aux origines de la nouvelle crise pétrolière», article paru dans *Le Monde diplomatique*.

Sources d'énergie, sources de conflits

Le plus dangereux enjeu de ce siècle

JACQUES RIFFLET

ment de la consommation gazière entre le début du siècle et 2030 (+ 2,3% par an). Principal moteur de cette croissance: l'industrie électrique. Dans deux décennies, selon les mêmes spécialistes, un tiers des centrales de génération tourneront grâce à la combustion de gaz. Mais, au royaume des fossiles, le charbon demeurera roi...

L'anthracite conservera une légère avance sur ses poursuivants. Malgré une réputation de pollueur? Selon plusieurs experts, une comparaison des chaînes de production (de l'extraction à la combustion finale) livrerait un diagnostic de nocivité similaire, essentiellement dû aux fuites des réseaux de transports gaziers (notamment les pipelines russes). La composante environnementale qui a déjà modifié la donne énergétique (coûts de production plus élevés et, partant, encouragement de sources renouvelables), pourrait néanmoins encore bouleverser le paysage. La planète sera bientôt appelée à se pencher sur un «protocole de Kyoto II». Quelles en seront les contraintes? Et, partant, le prix? Quelles seront les avancées technologiques, à l'instar de la séquestration des émissions des centrales électriques (la première unité expérimentale est en construction)? La réponse orientera le marché énergétique.

La domination du charbon –pour la première fois, en dix ans, les commandes de turbines électriques au charbon ont dépassé celles fonctionnant au gaz– s'appuie surtout sur deux paramètres: le prix et la répartition des réserves. Si les cours houillers ont connu, comme les tarifs pétroliers et gaziers, une hausse, contrairement à ceux de leurs concurrents, ils connaissent une érosion depuis plusieurs mois (71,9 dollars la tonne en moyenne en 2004 pour 61 dollars en 2005, sur le marché européen). Alors que, sans parler du pétrole, le Moyen-Orient et la Russie règnent sur les deux tiers des réserves mondiales de gaz, le charbon est réparti, de manière assez égale, dans les sous-sols des cinq continents (avec une faiblesse en Amérique du Sud). Seul bémol: les risques liés à l'extraction – en Chine, pas un mois où les mineurs ne tombent par dizaines. Ce facteur sécuritaire n'a cependant pas empêché l'Allemagne de rouvrir récemment l'une de ses mines.

... et les énergies renouvelables

Considéré comme une solution de rechange dans la production électrique, le nucléaire ne parvient pas, quant à lui, à percer. Selon un rapport, commandé par le groupe des Verts du Parlement européen et réalisé par deux consultants qualifiés d'«indépendants», l'industrie nucléaire aurait atteint son apogée en 2002: alors qu'en 2000, le monde comptait 436 réacteurs atomiques, deux ans plus tard, le parc culminait à 444 unités. Aujourd'hui, quatre continents (l'Océanie n'en compte pas) recèlent 441 réacteurs. Une désaffection que les auteurs attribuent aux accidents nucléaires (*Three Mile Island* aux États-Unis, Tchernobyl) ainsi qu'aux coûts de la filière – la construction d'une centrale de dernière génération dépasse les 3 milliards d'euros; l'équivalent en centrales au gaz s'élève à environ 800 millions d'euros.

Mais le grand gagnant de l'embrasement des cours des énergies fossiles, conjugué à des exigences de plus en plus drastiques sur le plan environnemental, pourrait être le renouvelable. Les énergies solaires, éoliennes, hydrauliques ainsi que la cogénération ou la biomasse (énergie née de matières végétales ou animales) profitent aujourd'hui, surtout en Occident, de la hausse des cours pétroliers. Si le soutien politique (pour combler la différence de coût) reste une nécessité, les gains technologiques et les incertitudes tarifaires (cf. Kyoto II) pourraient doper ces sources vertes. Les pétroliers investissent d'ailleurs de plus en plus dans ce marché en gestation. Et l'énergie verte pourrait se tailler une plus grosse part du gâteau énergétique que prévu. Un gâteau énorme: selon l'AIE, entre 2000 et 2030, seize mille milliards de dollars auront été investis dans les infrastructures énergétiques dont dix dans la seule industrie électrique... ▲

A la fin du XX^e siècle, la menace d'un conflit titanesque fait place à un vent d'espérance éperdu. Les 22 000 têtes nucléaires amassées par les deux camps et leurs immenses armées conventionnelles sont comme suspendues dans un vide soudain: l'ennemi a disparu dans les coulisses de l'histoire.

Sur la scène du communisme soviétique ne s'animent plus que les fantômes de dignitaires arrogants, de policiers fanatisés, de militaires emmêdaillés. Et à l'Ouest, l'OTAN est toute perdue avec ses plans de ripostes et d'attaques bons à jeter dans les poubelles des grands travaux inutiles.

Les peuples de l'ancien Empire soviétique, celui de Russie compris, s'éveillent alors en une aube ensoleillée, après 73 années de «nuit des libertés». Et ces peuples croient en une aide désintéressée de l'Occident, une main tendue vers tous ceux qui ont vécu le supplice de la pénurie et l'enfer de la peur. Bien au contraire, les États-Unis partent à la conquête des beaux restes de l'URSS, avec, dans le sillage de leur convoitise, une Union européenne sans état d'âme dès qu'il s'agit de s'emparer de pétrole et de gaz. Face à une Russie esseulée, disloquée par l'incompétence et la corruption de ses cadres, l'OTAN s'étend jusqu'à l'Estonie, encerclant les deux bases principales de la marine de guerre russe, Saint-Pétersbourg et Kaliningrad. Et «le monde libre» s'empresse de démanteler la Yougoslavie en liquidant la puissance orthodoxe de Serbie, alliée traditionnelle de Moscou.

Le fruit semble alors mûr pour s'emparer des hydrocarbures de l'ex-Empire rouge. Là gît une capacité de production de pétrole comparable à celle de l'Arabie saoudite: jusqu'à 10 millions de barils par jour (mbj)! Or, ce liquide essentiel devient de plus en plus précieux avec l'éveil technologique et l'appétit de consommation de la Chine. Et le gaz n'est guère moins «intéressant» pour les vautours de la surconsommation, parmi lesquels l'Europe.

Remontons le temps

Tout commença avec le Turkménistan, totalement enclavé et obligé de livrer son gaz –ce pays est le 4^e producteur

mondial– au président Eltsine... qui, ruiné, ne payait pas, et échangeait ce gaz contre du blé ukrainien! Les Turkmènes demandèrent à l'Iran l'autorisation de construire un gazoduc vers l'océan Indien. Téhéran accepta évidemment avec enthousiasme, car l'aubaine était trop belle en termes de prestige et de profit. Mais Washington ne put tolérer que l'Iran accroisse son influence. Et le premier plan Clinton visa à pacifier l'Afghanistan –l'utopie dans toute sa splendeur naïve– pour édifier un gazoduc vers le Pakistan. Ce fut la création des talibans, avec l'aide des Saoudiens wahhabites intégristes! Lesquels Saoudiens accomplirent ce qu'ils font le mieux: ils créèrent 150 écoles coraniques fondamentalistes dans les villes et villages pachtounes, l'ethnie choisie pour conquérir le pays jusqu'au Nord ouzbek et tadjik. Mais l'outrance dogmatique des talibans («étudiants» en théologie), écrasant toute acculturation féminine et détruisant des bouddhas géants, fit avorter ce projet insensé. Et mena finalement les États-Unis à éliminer les talibans «esseulés» qui avaient décidé d'héberger Ben Laden.

Un vrai manège fou: le regretté commandant Massoud fut tour à tour l'allié des Américains contre l'invasion russe, l'allié des Russes contre les talibans agresseurs de son ethnie tadjik, l'allié des Américains contre les talibans devenus hostiles à l'Occident et à la Russie.

Et l'on s'étonnera que le Moyen-Orient se déboussole!

Le deuxième plan du président Clinton orienta alors la sortie du gaz vers l'Ouest, via la Caspienne, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. Le président Poutine fit échouer cette tentative de détournement en exerçant une ferme pression politique sur le Turkménistan. Mais les Américains réussirent à réaliser un plan 2bis moins ambitieux: renverser le gouvernement pro-russe géorgien grâce à une aide financière massive à l'opposition, placer trois bases militaires en Géorgie et construire un oléoduc ravisant aux Russes les 2 mbj de l'Azerbaïdjan: 1750 km de tuyaux de Bakou à Ceyhan en Turquie. Cependant, Washington n'a pas désespéré de sortir le gaz turkmène par un gazoduc à travers la Caspienne, mais attend une meilleure heure pour l'action. La fin du régime Poutine par exemple. ▶

La démocratie «aidée de l'extérieur» devenait, et reste ainsi, l'arme favorite de l'Occident. La révolution orange de l'Ukraine fut inondée de soutiens occidentaux accordés aux Ukrainiens de l'Ouest, de croyance uniate dépendant de Rome, afin de leur permettre de l'emporter sur ceux de l'Est, orthodoxes rattachés à Moscou. Vainqueurs, les «Oranges» proclamèrent vouloir entrer dans l'Union européenne et l'OTAN! Le président Poutine, littéralement assiégé par cette offensive occidentale, réagit alors vigoureusement. Il mit à genoux Kiev en lui imposant de payer dorénavant son gaz, importé de l'Est, 230 dollars les 1000 m³ et non plus 50 dollars! L'Ukraine est à présent contrainte de rentrer dans le rang, et la Géorgie placée sous blocus total est étranglée.

Un cauchemar pour l'Occident

Mais la proie était tentante. Et les temps restent durs pour les États-Unis. Le président Chavez du Venezuela, qui livrait 13% des besoins américains, devient fort castriste. Le président Morales de Bolivie nationalise son gaz. Le Nigéria est déchiré par des luttes ethniques et sociales constantes. Et la Chine envahit tous les marchés en acharnée forceenée. Elle vient de ravin aux Japonais un contrat important de livraison iranienne... en assurant qu'elle se montrera modérée au Conseil de sécurité vis-à-vis de l'atome iranien. Elle tend ces tentacules en Sibérie, avec l'accord d'un président Poutine qui a signé avec Pékin, en juin 2006, un traité d'alliance politique, économique et... militaire, l'Iran étant l'invité d'honneur de la cérémonie!

Un Iran qui profite de ces amitiés et des différends Est-Ouest pour lancer une reconquête chiite du Moyen-Orient, via l'Irak, la Syrie, le Hezbollah et le Hamas, la marée financière de Téhéran estompant les particularismes religieux. Un Iran qui peut éventuellement, aisément, bloquer le détroit d'Ormuz, comme le Yémen et la Somalie peuvent altérer la sortie de la mer Rouge et, ainsi, empêcher le passage par le canal de Suez. Les voies maritimes du pétrole sont donc très «fragiles», très aléatoires. C'est la raison pour laquelle la Chine et le Japon ont signé avec la Russie un contrat exceptionnel de livraison sibérienne par des oléoducs d'une longueur démesurée. La Chine particulièrement veut éviter d'être tributaire du bon vouloir des porte-avions américains sur les routes maritimes et préfère le terrestre sino-russe.

Le monde, décidément, entre dans une phase de mutation énergétique gigantesque, sur fond agressif.

Alors, l'atome? La solution pour résoudre la dépendance de l'Europe vis-à-vis du gaz russe, moyen de pression politique inquiétant? Pour éliminer toute possibilité de chantage des régimes musulmans du Golfe, fort fragiles au demeurant? Pour amortir la crise inévitable de la fin des ressources pétrolières?

Il est visible que tous les gouvernements occidentaux envisagent de revenir sur leurs décisions d'abolir les réacteurs. Et la recherche d'une efficacité énergétique accrue liée à une sécurité amplifiée a repris de plus belle dans le domaine de la fission où l'uranium n'a plus la cote, pendant que l'étude de la fusion jouit d'un renouveau enfiévré.

Ce dangereux XXI^e siècle connaîtra à coup sûr la «guerre» de conquête de deux liquides essentiels: le pétrole et l'eau. Sur fond d'exaspération du religieux, principalement musulman, «transcendé» par deux facteurs complémentaires en dangerosité: l'infériorité technologique suscitant une profonde inégalité humiliante par rapport à l'Occident et le fantastique pouvoir financier lié à la possession de 50% du pétrole mondial. 70% en 2050! ▲

© Gary Hill, «Frustum», 2006, extrait vidéo. Enfermé dans une structure pyramidale, telle un pylône électrique, un aigle se débat. L'artiste poursuit ses recherches sur la nature de l'être, la valeur de l'art, de l'argent. Fondation Cartier, Paris - jusqu'au 4 février 2007 - fondation.cartier.com

L'attaque économique américaine visait même les hydrocarbures de Sibérie. Les dirigeants du grand complexe Ioukos, maîtres en ce domaine grâce aux «faveurs corruptibles» du président Eltsine, furent alléchés par les propositions d'actionnaires occidentaux. Réaction musclée du président Poutine: nationalisation par firmes écrans du Kremlin et envoi en prison pour neuf ans du principal décideur de Ioukos, pour motif de fraude fiscale. Il est clair que la politique russe rappelle celle du célèbre ministre iranien Mossadegh tant encensé par la gauche européenne quand il nationalisa l'Anglo-Iranian. Et «l'intransigeance despotique» du Kremlin prend un tout autre visage que celui que lui prêtent les médias occidentaux.

Autre lieu de la croisade américaine: l'Irak fut ainsi choisi pour cible de la riposte des États-Unis après l'effondrement des tours, son prétexte de collusion avec Al-Qaida et de détention d'armes de destruction massive. Le Sénat américain vient -enfin- de produire un rapport démontrant la duperie du président Bush et du Premier ministre Blair. La réalité: l'attentat du 11 septembre 2001 constitua une aubaine pour les intérêts anglo-américains, une excellente occasion de s'emparer d'un Irak capable de produire 7 mbj et de servir de base militaire idéale au sein du Moyen-Orient... et proche de la Caspienne aux richesses tant convoitées.

C'est assez dire si la bataille de l'énergie fait rage.

L'éviction de Saddam Hussein fut évidemment aisée, les États-Unis attaquant avec 350 000 hommes une infime

minorité de sunnites irakiens, quelque 15% contre 60% de chiites et 20% de Kurdes. Soit 4 millions cinq cent mille individus dont il faut soustraire en termes de combattants les vieillards, les femmes et les enfants! Mais sa disparition devait immanquablement ramener l'Irak à son époque ottomane d'avant 1918: le retour en puissance des chiites, entraînant la fin du contrepoids irakien face à un Iran et une Syrie libérés de tout adversaire.

L'entretien de Jean Sloover avec Jean-Pierre Pauwels

Apocalypse now?

Le pétrole coûte cher. Certains affirment que c'est parce qu'il sera bientôt épuisé...

Dans son livre *La fin du pétrole*¹, l'essayiste américain James Howard Kuntler nous annonce le retour des ténèbres. Selon lui, nous serions à la veille de décennies de calamités, de troubles politiques et de guerres: la raréfaction de l'or noir, explique-t-il, va entraîner des prix et des ruptures d'approvisionnement qui vont détruire nos économies et notre vie quotidienne. Les conquêtes sociales du XX^e siècle, la civilisation n'y survivront pas. Pire, combiné au changement climatique, l'épuisement des réserves pétrolières va amoindrir la quantité de nourriture disponible: «beaucoup de gens vont avoir faim [...] et beaucoup en mourront». Pour survivre, nous n'aurons finalement, soutient-il, d'autre choix que de nous replier sur une vie agricole locale de type féodal! Pour asseoir son scénario catastrophe, Kuntler recourt à des hypothèses extrêmes comme l'épuisement des gisements pétroliers dès 2040, etc. D'évidence, ces postulats ne font pas l'unanimité: pour d'excellents spécialistes de l'économie de l'énergie² dont Jean-Pierre Pauwels, «il n'y a pas de pénurie de pétrole et de gaz»...

Jean-Pierre Pauwels, vous considérez que les tensions sur le marché pétrolier sont le fruit de facteurs géopolitiques conjoncturels combinés à une insuffisance de production de brut et de produits dérivés, elle-même liée au manque d'investissements dû à vingt ans de prix pétroliers trop bas?

Si l'on additionne les réserves de gaz naturel et celles de pétrole conventionnel et de pétrole non conventionnel comme les schistes bitumeux ou les sables asphalteux, nous pouvons effectivement être sûrs que nous pourrons disposer de ces sources fossiles d'énergie au cours des 75 prochaines années. La fourniture d'énergie est un processus dynamique. L'ère du pétrole n'a débuté que vers 1950-1960; auparavant nous utilisions essentiellement du charbon. À quelle énergie aurons-nous recours demain? D'autres révolutions technologiques sont tout à fait probables...

Une condition pour que nous soyons approvisionnés est que l'atome puisse, avec le gaz naturel, concurrencer le pétrole. Pensez-vous que les opinions publiques accepteront son retour en force après les décisions de sortie du nucléaire qui se sont multipliées en Europe?

Il est vrai que l'opinion publique reste réticente pour des raisons objectives. La probabilité qu'un accident grave se produise dans une centrale nucléaire de type européen est d'une chance sur un milliard. Elle est du même ordre de grandeur que celle de voir un barrage se rompre. Mais il y a eu Fréjus... Cela étant, la Finlande avait fait le choix de sortir du nucléaire, mais elle construit actuellement une nouvelle centrale. En France où il est très développé, le nucléaire ne pose pas de problème majeur. En Bretagne, l'option n'est pas exclue et cela ne fait pas de vague. Etc. Quant à la Belgique, si l'on y organisait un référendum en posant la question: accepteriez-vous le nucléaire si l'on vous garantit un kilowatt/heure moins cher, je ne suis pas sûr que le résultat serait négatif...

Un crime contre l'humanité

Les réglementations en matière d'environnement ne risquent-elles pas de freiner la mise en exploitation des ressources disponibles?

Vu l'irresponsabilité de certains acteurs, elles sont incontournables. Alors qu'elle réalise des superprofits, Shell a gravement pollué l'Alaska parce qu'elle n'a pas organisé la maintenance de ses pipelines: un crime contre l'humanité! On ne peut pas se permettre de multiplier ces catastrophes dans d'autres zones sensibles. On peut parier néanmoins que les gens vont faire un *trade off*: certes, ils veulent préserver l'environnement, mais ils désirent aussi payer leur énergie le moins cher possible...

En toutes hypothèses, le Moyen-Orient jouera un rôle stratégique en matière pétrolière. Cette situation se reflète-t-elle dans les événements politiques qui secouent cette région?

Prétendre que, dans cette partie du monde, il n'y a pas systématiquement d'arrière-pensées pétrolières au principe des événements politiques et militaires qui la secouent régulièrement serait une contre-vérité considérable! Pour autant, le pétrole ne rend pas compte à lui tout seul de tout ce qui se passe là-bas: aujourd'hui, la géopolitique locale est souvent déterminée par un mélange complexe de facteurs. Le conflit israélo-palestinien n'a par exemple rien à voir avec la question des hydrocarbures. ▶

¹ *La fin du pétrole – Le vrai défi du XXI^e siècle*, éditions Plon, 370 pages.

² Sadek Boussena, Jean-Pierre Pauwels, Catherine Locatelli et Carine Swartzenbroeckx, *Le défi pétrolier – Questions actuelles du pétrole et du gaz*, éditions Vuibert, 394 pages. Ancien professeur à l'ULB et à la VUB, Jean-Pierre Pauwels est membre du comité de direction de la Banque nationale et ancien président de la société gazière nationale Distrigaz.

Vous écrivez: «La méthode de passage en force, type invasion de l'Irak, s'est avérée inadéquate». Le renversement du régime de Saddam Hussein était-il dicté non pas par la lutte contre le terrorisme, mais par la volonté de contrôler les importantes réserves pétrolières irakiennes?

Bush père et fils sont des Texans; aucun Texan n'est insensible aux intérêts pétroliers... Quant au Vice-président américain Dick Cheney, il a dirigé pendant plusieurs années la société d'ingénierie civile Halliburton de Houston spécialisée dans l'industrie pétrolière. Néanmoins, si en y intervenant à deux reprises, les États-Unis voulaient assurément opérer des avancées majeures dans un gérant pétrolier auxquels s'intéressent beaucoup des exclus de la péninsule arabique comme Total, Washington, ce faisant, désirait aussi protéger l'Arabie saoudite en éliminant le facteur d'instabilité que formait Saddam Hussein.

Vive la Russie!

Vos pronostics «optimistes» englobent le pétrole non conventionnel comme les sables et les schistes bitumineux concentrés en Amérique du Nord. Maîtrise-t-on techniquement leur exploitation?

Oui: j'ai visité récemment le site pétrolier pilote de Fort Mac Murray dans la province canadienne d'Alberta où fonctionne une gigantesque installation de traitement de ces sables asphaltiques. De plus, avec un baril à 40 USD, l'opération est rentable. Cela étant, il y a un bémol. La transformation de ces sables et de ces schistes en pétrole consomme, en effet, beaucoup d'énergie: de grandes quantités de gaz sont nécessaires pour faire fondre le bitume qu'ils contiennent. On y gagne du pétrole, certes, mais on y perd du gaz. Le gain final est d'environ 60%.

La Russie est-elle une alternative au Moyen-Orient?

Non: il y a -de la part des Russes comme des pays consommateurs- une propension à surestimer les réserves de la Russie pour mettre l'OPEP sous pression, mais en réalité, les réserves disponibles de la Russie sont de 240 milliards de barils alors que celles de l'Arabie saoudite sont de 357 milliards de barils, soit presque 50% de plus. Même en y englobant la Caspienne, l'ex-URSS ne représente encore que 90% des réserves ultimes disponibles du seul royaume saoudien. De plus, le pétrole saoudien se

trouvant sous une plaine sablonneuse chaude, son prix de revient est très bas. Cela étant, la Russie est cruciale pour l'approvisionnement de l'Europe: grâce à elle et au pétrole de la Mer du Nord, nous sommes heureusement relativement peu dépendants de l'OPEP.

Vous semblez considérer que la volatilité des prix du pétrole est la conséquence de la libéralisation des marchés des matières premières et financiers, ainsi que la rupture des filières intégrées du pétrole, du gaz et de l'électricité. Ceci signifie-t-il que ladite libéralisation a constitué une option regrettable?

Plus il y a de flexibilité dans un marché, plus il y a d'opportunités à saisir. Des coups à faire si vous voulez... Par ailleurs, les grandes «majors» pétrolières ne dominent de toute façon plus la scène planétaire. Non, si nous avons écrit ces lignes, c'est parce que les responsables politiques du G8 et d'ailleurs, qui hier ont libéralisé le marché de l'énergie, ne cessent aujourd'hui de se plaindre de la volatilité du prix du pétrole, alors qu'une libéralisation accompagnée de prix stables, cela n'existe pas. Il faut savoir ce que l'on veut!

L'erreur de l'Europe

Comment jugez-vous la libéralisation du marché de l'énergie telle qu'elle a été conçue et mise en œuvre par la Commission européenne?

Comme une catastrophe intégrale! Depuis la libéralisation des marchés de l'électricité et du gaz en Europe, les prix de l'énergie y ont fortement augmenté. La raison en est très simple. La Commission européenne a libéralisé le marché en postulant que ce marché pouvait être concurrentiel. Or celui-ci demeure dominé par un oligopole amical de grands groupes d'entreprises qui continuent à fixer entre eux le prix de l'électricité en Europe. Ce qui est en cause, c'est qu'il n'est en fait pas possible de mettre la centrale électrique de Drogenbos en concurrence à Bruxelles avec une centrale électrique à Athènes et ce, en raison de l'opération coûteuse que constitue le transport de l'énergie électrique. Il en va de même pour le gaz: son prix final est constitué pour moitié du coût élevé du transport et de la distribution et, pour l'autre moitié, du prix du gaz lui-même également fixé par un oligopole à trois têtes: Alger, Moscou et Bergen en Norvège. Où la concurrence peut-elle jouer dans une telle pièce?

L'ancien système était-il dès lors meilleur?

Oui. Et, avec la faillite de la libéralisation, on y reviendra, vous verrez...

Comment jugez-vous des prophéties d'apocalypse comme celles de James Howard Kuntzler?

Je ne partage pas sa vision des choses. Je crois au progrès scientifique. Face à la pénurie, le génie humain a toujours fini par trouver une solution. Il y a autant de gaz que de pétrole dans le monde. Il reste aussi énormément de charbon sur la planète: on peut en faire du pétrole et du gaz. Et puis il y a l'atome. Nous finirons bien par dompter la fusion nucléaire qui représente la promesse d'une énergie à gogo. Enfin, il y a la réduction de la demande d'énergie. Là aussi, le potentiel est énorme tant nous galvaudons l'énergie. Le rendement de nos automobiles est ridicule, celui de nos centrales nucléaires aussi. On peut remédier à tout ça. Non, nous avons de l'énergie pour des siècles... ▲

Un entretien avec Christian Egenhofer

L'Europe en manque d'énergie

Propos recueillis par Pascal Martin

Balbutiante, et pour longtemps encore. Telle est la politique énergétique européenne. Mais existe-t-elle seulement?

Christian Egenhofer est enseignant à l'université de Dundee en Ecosse et chercheur au Centre for European Policy Studies (CEPS), l'un des principaux think tanks européens de Bruxelles. Il trace le portrait de la toujours balbutiante politique énergétique européenne.

Une question basique mais inévitable: existe-t-il une politique énergétique commune européenne?

On en parle depuis les années cinquante. Dans le rapport Spaak, qui a préfiguré le Traité de Rome, un chapitre était consacré à l'énergie. Mais il fut supprimé. Il a souvent été question d'y revenir. Sans succès. Les raisons sont multiples. Un: le souci d'indépendance énergétique qui touche jusqu'au plus petit des pays. Deux: le lien entre la politique d'approvisionnement, la sécurité et la défense en dehors desquelles ont été laissées les institutions européennes. Trois: les différents choix pratiqués par les États en matière d'énergie (gaz et pétrole pour les Britanniques, nucléaire pour les Français, charbon pour les Allemands, etc.). Quatre: la croyance affirmée dans l'économie de marché et le besoin pour certains pays de conserver ce secteur dans un contexte de compétition.

Il y a pourtant eu plusieurs tentatives de fonder une telle politique énergétique commune. Autant d'échecs donc?

Oui. Ce fut le cas avant le Traité de Maastricht, puis avant le Traité d'Amsterdam. Plus récemment, lors de l'élaboration de la Constitution, morte désormais, les Français ont introduit au dernier moment un chapitre sur l'énergie. Il prévoyait que l'Union serait responsable en matière d'environnement, pour la sécurité d'approvisionnement et le marché intérieur. Mais rien n'avait été prévu pour la convergence des différentes énergies. Or c'est là l'essentiel. Si les Allemands restent au charbon, les Français au nucléaire... que peut faire l'Europe? La mort de la Constitution a clos ce chapitre.

Aujourd'hui cependant, il est beaucoup question du Livre vert qui doit relancer le débat énergétique au sein de l'Union européenne. Qu'en attendre?

Lorsqu'un nouveau commissaire arrive en poste à la Commission, il trouve fatallement l'énergie dans son agenda. Cette fois, le rendez-vous est cependant plus profond, même si je crois qu'on ne fera pas vraiment de progrès.

Malgré la crise gazière russe-ukrainienne, malgré la hausse du pétrole. Pourquoi?

La réponse est simple. Que peuvent faire les États européens contre le prix du pétrole? Agir comme les Américains, occuper l'Irak et supporter un coût de quatre, cinq ou six milliards de dollars par mois? C'est une politique très chère...

La discussion en cours au niveau des Vingt-Cinq a débuté en fait avant la crise russe-ukrainienne et ses répercussions sur l'approvisionnement en gaz du Vieux Continent, en janvier 2006. Deux mois avant, à Hampton Court, le Premier ministre britannique Tony Blair avait lancé le débat sur une politique énergétique commune contre laquelle il avait pourtant été opposé jusque-là. S'agissant de Blair, a fortiori parce qu'il s'est montré subtilement d'accord avec les Français sur ce thème, la méfiance s'impose.

Une des raisons majeures de l'existence de ce Livre vert est l'impossibilité d'atteindre une réduction de 60% des gaz à effet de serre en 2050 tant que les différentes politiques énergétiques nationales seront d'application. Ces gaz étant liés à la combustion des énergies fossiles, la nécessité de changer la production et la consommation d'énergie va de soi. Elle doit s'opérer de surcroît dans un marché intérieur qui fonctionne plus ou moins bien. C'est la seconde motivation qui a conduit à ce Livre vert.

D'un point de vue britannique, l'achèvement du marché intérieur n'est pas probant. Tony Blair a donc essayé de lui apporter un appui plus fort en le plaçant dans un cadre européen, obsédé qu'il est par le fait de mettre son action sous le signe de la «great idea for Europe». C'est le dernier «spin», comme disent les Anglais. Blair propose de réunir les différents peuples d'Europe autour de grandes idées

«Je crois que ce qui se passe est la dernière chance pour la Belgique d'avoir une compétition sur son marché de l'énergie».

Chine: l'empire des gaspillages

BRUNO BIROLI

Aen croire les assurances répétées de Pékin, l'accroissement de la demande chinoise n'aurait pas d'incidence sur les cours du pétrole. Comment Pékin en arrive à cette conclusion? Mystère! Car la Chine est aujourd'hui le deuxième consommateur de pétrole du monde, après les États-Unis et devant le Japon. D'autant que depuis dix ans, la Chine n'est pas autosuffisante pour devenir le deuxième importateur du monde, toujours derrière les États-Unis et devant le Japon.

L'idée du Livre vert de tendre vers une certaine politique énergétique commune tout en tenant compte de l'aspect environnemental constitue une spécificité européenne. Mais est-elle réaliste?

Je pense que le «business as usual» n'est pas un scénario acceptable. S'il existe des incertitudes scientifiques sur le changement climatique, on sait que la situation s'aggrave, que la concentration des gaz à effet de serre augmente. Trois options existent pour inverser la vapeur: le nucléaire, le renouvelable et le charbon avec capture des gaz produits. En Europe, aux États-Unis et dans les pays développés en général, il ne faut pas être trop négatifs. Le nucléaire est une question d'investissements au bon moment. Le pétrole génère des revenus qui peuvent permettre d'investir dans d'autres types de technologies productrices d'énergie, etc. En revanche, dans cinq ans, il y a fort à parier que plus de la moitié de l'augmentation des gaz à effet de serre sera le fait des pays en voie de développement. La Chine, l'Inde et d'autres encore. Ce sont des États où il y a des failles dans la gouvernance, où l'instabilité règne. Leur situation risque de dissuader les investissements dans de nouvelles technologies.

Faut-il s'attendre à des avancées même minimes dans le domaine énergétique sous la présidence allemande, au premier semestre 2007?

Il est clair qu'en novembre, la discussion va aborder le marché intérieur – et, en parallèle, la question du changement climatique. La Commission a ici des compétences, pas assez, mais c'est comme ça. L'achèvement du marché intérieur en matière d'énergie nécessitera bien sûr des régulations.

La solution au problème est davantage envisageable via une coopération entre États-Unis et Europe, une fois George Bush parti bien sûr. Il y a déjà des sociétés de production d'électricité aux États-Unis qui ont capitalisé des fonds pour faire face au vieillissement de leurs centrales. Pour elles, il est important d'avoir un signal qui leur dira où aller. L'autre argument est le coût du changement climatique: le cyclone Katrina a causé des dommages évalués à 120 milliards de dollars. Or ce type d'événements extrêmes est appelé à se renouveler. Cela a des répercussions sur les primes d'assurance des maisons. Leur prix a décuplé sur toute une partie de la côte Est des États-Unis. Certaines études ont démontré qu'une telle hausse a conduit à une baisse du prix des maisons, beaucoup de gens étant forcés de vendre. La pression sur Washington peut venir de là aussi. ▲

burants commence. Quant au charbon, la Chine a entamé avec l'Afrique du sud, championne dans ce domaine, un programme de liquéfaction. L'idée permettra sans doute de réduire la dépendance chinoise à l'égard de l'or noir mais au prix d'une aggravation de la pollution.

Ces mesures détendent, certes, la demande chinoise, mais ne résolvent pas le problème de fond. Le besoin insatiable en pétrole façonne la diplomatie de Pékin. De plus en plus, le président chinois Hu Jintao donne la priorité dans ses déplacements aux pays pétroliers. Car l'équation chinoise comporte un paramètre supplémentaire: ne pas être tributaire des majors anglo-saxons. Comme la France et l'Italie des années soixante, la Chine refuse de s'abandonner aux compagnies anglo-saxonnes. Cette exigence d'indépendance entraîne les sociétés publiques chinoises à proscrire dans des pays en délicatesse avec Washington: le Soudan, le Venezuela, l'Iran. Ou à nouer des alliances. C'est le pétrole qui huile les relations russo-chinoises. Car Moscou a des réserves colossales en Sibérie, situées à la porte du marché chinois. Les Républiques d'Asie centrale bénéficient de cet avantage géographique.

Diversifier est le maître mot de la diplomatie pétrolière chinoise. Méfiante à l'égard du Moyen-Orient jugé trop inféodé à l'Amérique, la Chine a réussi une percée remarquée en Afrique. L'Angola en tête, ce continent assure 30% des importations chinoises de brut. Cette donnée permet de comprendre les efforts de séduction déployés par Pékin dans ce continent où, en contrepartie de barils, les Chinois construisent des routes, modernisent les ports, ouvrent des instituts culturels.

L'arrivée d'un tel goinfre provoque inévitablement des frictions. Avec Washington d'abord, pour qui le pétrole est une arme politique. Mais aussi avec le Japon. Ces voisins sont concurrents et se mènent une lutte sournoise. En Mer Jaune, estimée riche en gaz naturel, où l'espace maritime entre les deux pays n'a pas été délimité, chacun revendique une zone que l'autre conteste. Mais, aussi en Sibérie. La bataille se fait autour de l'oléoduc qui doit transporter le pétrole de l'Oural. Doit-il déboucher près de Vladivostok ou bien à Daqing en Chine? L'enjeu de ce tracé est clair. Dans le premier cas, le Japon met ses approvisionnements à l'abri d'une éventuelle crise avec la Chine. Dans l'autre cas, la Chine a dans ses mains le robinet qu'elle peut fermer à sa guise. La Chine, très en cour auprès de Vladimir Poutine, est assurée de remporter la partie même si un revirement de dernière minute est toujours possible. ▲

Johan Muyle, «*Joshua fit the battle of Jericho*», 2004, G. Bush, T. Blair, S. Hussein et Ben Laden. Exposition «Plus d'opium pour le peuple». - BPS 22, Charleroi.

comme le climat et la sécurité énergétique. Les politiques sont les mêmes qu'avant, mais sont encadrées dans cette politique énergétique commune. C'est le point fort du Livre vert.

Enfin, la baisse des réserves énergétiques (gaz, pétrole...) de la Grande-Bretagne la place dans une situation inconfortable. Elle est au bout d'un très long pipeline venu de Russie. Se pose donc la question de la confiance à accorder à Vladimir Poutine, aux Ukrainiens qui volent le gaz et à l'instabilité de cette région. Ou encore aux marchés belge, français et allemand qui ne fonctionnent pas. Les Britanniques doivent payer chèrement leur gaz et n'ont aucun intérêt à voir perdurer une telle situation. Si le marché fonctionnait mieux, au moins jusqu'en Pologne ou en Ukraine, Londres y trouverait son compte.

Faut-il s'attendre à des avancées même minimes dans le domaine énergétique sous la présidence allemande, au premier semestre 2007?

Il est clair qu'en novembre, la discussion va aborder le marché intérieur – et, en parallèle, la question du changement climatique. La Commission a ici des compétences, pas assez, mais c'est comme ça. L'achèvement du marché intérieur en matière d'énergie nécessitera bien sûr des régulations.

Parlons par exemple pétrole. C'est un monde à part. L'approvisionnement fonctionne, reste donc la question des prix, liée surtout au risque politique: l'Irak, l'Iran, le Venezuela, l'Arabie Saoudite... La sécurité d'un véritable marché intérieur de l'énergie rendrait plus efficaces les transactions transfrontalières, établirait des interconnexions entre les pays européens et donnerait plus de pouvoirs à des régulateurs. Il y aurait un gain de flexibilité: le manque d'énergie d'un côté pourrait être compensé par la disponibilité d'une autre énergie stockée ailleurs. Cela exige l'existence d'interconnexions qui seraient financées par l'Union européenne. Car les pipelines allemands sont construits pour les seuls intérêts des Allemands. Il faudrait donc par exemple que 20% de ces installations soient financés par l'UE. Les États membres ont en effet systématiquement horreur de payer pour de telles infrastructures.

«L'autre argument est le coût du changement climatique: le cyclone Katrina a causé des dommages évalués à 120 milliards de dollars».

Après les élections communales et provinciales

En route pour 2007

ISABELLE PHILIPPON

Dommage pour la politique: les petites stratégies partisanes et les règlements de compte post-électoraux auront à nouveau terni son image. Mais le cours des choses s'accélère: déjà, le regard se porte sur la prochaine échéance électorale fédérale de l'année 2007.

Les responsables politiques ont décidément le chic pour pervertir les résultats des élections... Que retiendra-t-on, finalement, des élections communales et provinciales du 8 octobre? Des stratégies partisanes, des accords secrets, dont certains ont été déjoués, mais de justesse, par les électeurs. Revenons à deux cas emblématiques: Schaerbeek et Namur. Le signal envoyé par les citoyens schaerbeekois était clair: ils ne voulaient pas de Laurette Onkelinx, la vice-Première ministre PS «parachutée» dans la Cité des Aves, comme bourgmestre. Beaucoup d'électeurs d'ordinaire peu suspects de vouer une sympathie immoderée à la fédération libérale avaient, cette fois, préféré soutenir Bernard Clerfayt (FDF), «leur» bourgmestre sortant, plutôt que de risquer de contribuer à la confiscation de l'écharpe mayorale par sa rivale socialiste, nouvelle venue dans la commune. Jusque-là, pas de problème. Sauf que... Sauf que, le soir du dimanche 8 octobre, on a appris l'existence d'un accord «secret», signé, noir sur blanc, par le PS, Écolo et le CDH. D'où la colère d'Elio Di Rupo et de sa vice-Première, hurlant à la trahison

d'Écolo. Ce n'est pas tant l'existence d'un accord entre différents partis qui fait problème -les statuts d'Écolo interdisent ce type de démarche, mais il s'agit là d'un problème interne aux Verts-, que les cris d'orfraie poussés par ceux qui ont été «trahis»: le PS et le CDH ont, en effet, donné la désagréable impression que les engagements contractés avant les élections revêtaient davantage d'importance que le verdict des urnes... Mais voilà: massivement rejetée par la base écologiste, la coalition «Olivier» (PS-CDH-Écolo) est passée à la trappe. Mais dans les rangs des électeurs, l'impression d'avoir été sur le point d'être trahis persistera sans doute longtemps. Nul doute qu'ils seront attentifs, durant les six années qui viennent, à l'énergie que dépendra effectivement Onkelinx, désormais conseillère communale et «passionnément schaerbeekoise», à la défense de «sa» commune...

Et que dire de Namur? La situation semblait d'emblée limpide: Bernard Anselme, le bourgmestre socialiste sortant, avait été sanctionné par l'électeur, et le scandale dans lequel il était impliqué depuis des mois n'y était sans doute pas étranger. Après trente années de pouvoir, il faisait désormais moins de voix de préférence que les têtes de liste CDH et

Écolo, précédemment dans l'opposition. Une coalition CDH-Écolo-MR semblait donc le scénario qui s'imposait. Mais voilà: Elio Di Rupo, le président du PS, sans doute échaudé par la mésaventure socialiste à Schaerbeek, convainc Didier Reyners, le président du MR, de former une majorité socialiste-libérale à... la province de Namur, à la condition que les libéraux acceptent de reconduire la majorité violette (PS-MR) à la Ville de Namur, et éviter ainsi une nouvelle humiliation au parti socialiste. Le hic? Cette majorité ne tenait qu'à un siège: l'absence d'un membre du conseil communal aurait donc suffi à paralyser la vie politique dans la capitale wallonne. Ensuite, il existait un accord «secret» PS-CDH pour la province. Qu'à cela ne tienne, il a été déchiré. La révolte face au reniement des engagements est, décidément, à géométrie très variable... Dans un premier temps, donc, les Namurois médusés ont assisté à la mise en place d'une coalition des perdants à la tête de leur ville. Il aura fallu le refus d'une élue de la liste MR, trois jours plus tard, pour rendre ce scénario irréalisable. La démocratie aura fini par triompher. Mais à quel prix?

Un scrutin provincial instructif

Ces grands arrangements entre «amis» et ces petits règlements de compte auront presque réussi à éclipser les résultats des élections et les enseignements que l'on peut tirer de l'évolution des rapports de force politiques en Belgique. Pourtant, le scrutin provincial est très instructif à cet égard¹. Plus instructif que les élections communales, trop «brouillées» par le poids des personnalités et des listes de cartels, fréquentes à l'éche-

lon local. Un bémol, cependant: les résultats des provinciales ne rendent pas compte de la situation à Bruxelles, puisqu'il n'existe pas d'institution provinciale sur le territoire bruxellois. Et qu'ont dit les provinciales? Les chiffres du Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP) nous renseignent qu'en Wallonie, le PS, payant les affaires qui l'accablent depuis plus d'un an, est en recul par rapport aux régionales de 2004 (- 4,6%), tandis que le MR y progresse (+ 3%), ainsi qu'Écolo (+ 3,9%). Le CDH, quant à lui, augmente légèrement (+ 1,4%) dans le sud du pays, ce qu'on a parfois tendance à oublier étant donné la bonne progression de ce parti (ainsi, il faut le souligner, que celle des socialistes) à Bruxelles: avec 19%, il reste en deçà du niveau minimal du PSC jusqu'en 1995, mais se rapproche néanmoins du score symbolique des 20% qu'il aurait aimé atteindre pour pouvoir anticiper son retour au gouvernement fédéral en 2007. Le niveau électoral moyen des partis, en Wallonie, entre 1999 et 2006, est le suivant: 33,8% pour le PS; 25,9% pour le MR; 17,4% pour le CDH et 12,3% pour Écolo. Le leadership socialiste reste incontestable, mais il n'est pas si écrasant que l'idée qu'on s'en fait parfois. Et l'écart entre le PS et le MR, les deux formations politiques qui dominent l'échiquier politique au sud du pays, se réduit peu à peu.

La déconfiture du VLD

En Flandre, on a assisté à une grande première qui augure peut-être positivement de l'avenir: le Vlaams Belang a reculé entre 2004 et 2006 (- 2,6%). Néanmoins, un autre chiffre vient tempérer l'enthousiasme ou, à tout le moins, imposer un peu de prudence: entre les élections provinciales de 2000 et celles de 2006, l'extrême droite a progressé de 6,4%! Quoi qu'il en soit, quatre partis se livrent un match serré, tournant alternativement autour de l'axe pivot de moyennes fort proches: 25,3% pour le CD&V entre 1999 et 2006; 21,6% pour le VLD; 18,8% pour le SPA et 18,7% pour le Vlaams Belang. Voici sept ans que les libéraux, les sociaux-chrétiens et les socialistes se battent pour le leadership. En 1999, l'écart entre le premier parti flamand et le quatrième n'atteignait pas 8%. Aujourd'hui, le CD&V, sorti vainqueur toutes catégories des élections du 8 octobre dernier, contribue à

augmenter l'écart: 12% le séparent désormais du VLD. Plus éloquent encore: en 1999, à la veille de la formation du gouvernement arc-en-ciel (libéral, socialiste et écologiste), le parti libéral flamand était le premier parti de Flandre. Sept ans plus tard, il n'occupe plus que le quatrième rang, derrière le CD&V, le Vlaams Belang et le SPA! Préoccupant, pour le parti du Premier ministre qui bénéficie de la plus grande visibilité...

Mais à tout malheur quelque chose est bon: le VLD semble avoir compris le message de l'électeur. Tiranter les leçons de la relative défaite de l'extrême droite et de la sanction à l'endroit de leur parti, les libéraux flamands ont, trois jours après le scrutin, éjecté le trublion Jean-Marie Deckecker de leurs rangs. Cela faisait longtemps que le feu couvait: l'homme s'était illustré à de multiples reprises, raillant l'un ou l'autre de ses «collègues», vantant les mérites de Hugo Coveliers -l'autre mouton noir passé sous la bannière de Vlott qui se présentait en cartel avec le Vlaams Belang, à Anvers-, prônant la rupture du cordon sanitaire. On peut imaginer, ce faisant, que la politique menée par le VLD à l'échelon fédéral, d'ici à la fin de la législature (au plus tard en mai 2007) sera, peut-être, moins erratique, un peu plus posée.

Par conséquent, la vie du gouvernement de Guy Verhofstadt sera peut-être plus facile dans sa dernière ligne droite. Au regard des derniers résultats électoraux, rien ne permet d'affirmer que l'alliance des socialistes et des libéraux, au sein du gouvernement fédéral, est davantage «contre nature» qu'auparavant. Au contraire: jamais le paysage politique n'aura été aussi ouvert, contrasté, coloré. On oublie les «convergences de gauche» qui, au début des années 2000, avaient rapproché le PS d'Écolo. Balayée, aussi, la thèse de la « bipolarisation» de l'échiquier politique: le clivage gauche-droite semble moins pertinent que jamais. N'a-t-on pas vu fleurir, sur le terrain communal,

nombre de coalitions violettes? À Gand, à Huy, à Namur, à Uccle, à Ixelles, à Anderlecht, à Molenbeek, et l'on en passe, l'alliance paradoxale des rouges et des bleus à la cote. Mais -car il y a un mais-, si l'on transpose les résultats des élections provinciales au fédéral, l'attelage libéral-socialiste n'a plus, à ce jour, la majorité en Flandre. Si la situation n'évolue pas dans les prochains mois, il sera impossible de reconduire l'alliance violette au-delà des élections

Belga © Schaerbeek ne voulait pas de Laurette Onkelinx. Mais le PS, en dépit des affaires, garde un niveau électoral moyen de 33,8%, conservant ainsi son leadership.

Le leadership socialiste reste incontestable, mais il n'est pas si écrasant que l'idée qu'on s'en fait parfois.

¹ «De quoi demain sera fait», *Le Vif/L'Express du 13 octobre 2006.*

Ndlr: l'article a été rédigé avant l'arrestation de J. Van Gompel.

Regards de Flandre

Des thèmes glanés
sur les terres du VB?

OLIVIER STARQUIT

Qoui qu'en dise, la campagne en Flandre a été fortement émaillée d'incidents relatifs à l'insécurité.

Rappelons-nous au mois d'août, ce fait divers à Maasmechelen où trois jeunes gaillards se sont attaqués à un cambrioleur qui a succombé à ses blessures. Cet incident avait fait resurgir le spectre de l'autodéfense et des milices privées: quand les victimes ne sont pas entendues, quand l'administration commet des erreurs et que la justice ne sait pas suivre, la violence et l'autodéfense deviennent compréhensibles, voire tentantes.

Puis sont survenus les divers incidents liés au département de la Justice: évasions de la prison de Termonde, la polémique autour de Victor Hoxha et les remous autour du rôle de l'État dans l'affaire Bahar Kimyongur, évoqué par Jean-Claude Paye dans ce magazine¹. Ce prisme de la sécurité permettrait de poser l'hypothèse selon laquelle la Flandre oscille entre 1984 et *Sa Majesté des Mouches*: soit l'état exerce un contrôle permanent sur la société et sur les citoyens comme dans l'ouvrage de George Orwell, soit à l'instar des enfants abandonnés sur l'île par William Golding, l'absence de règles, le chaos et le droit de prendre la justice en mains règnent: ces deux formes de (dés)organisation sociale oscillent entre le contrôle total (banque de données d'ADN, caméras de surveillance, moyens de contrôle électroni-

que) et l'absence totale de contrôle, le chaos sauvage (l'absence de structure étatique justifiant l'autodéfense et l'organisation de patrouilles privées) sont simultanément présentes.

Il est également intéressant de relever que la rentrée chahutée de la ministre de la Justice l'a été pour des raisons diamétralement opposées en Flandre et en Belgique francophone: si les médias flamands ont monté en épingle et ont adopté une position de pointe sur la polémique relative à Victor Hoxha (pour rappel, il s'agit de ce délinquant albanais condamné à 15 ans de prison, libéré anticipativement, interdit de séjour en Belgique et qui aurait été revu à Anvers quelques mois après son expulsion), ils n'ont pratiquement pas couvert l'affaire Bahar Kimyongur et les atteintes aux libertés au nom de la lutte contre le terrorisme. Faut-il y voir autre chose qu'un simple désintérêt lié au fait que Bahar Kimyongur soit francophone?

Le cas Victor Hoxha est toutefois intéres-

sant à plus d'un titre: outre les agissements électoralistes d'un VLD aux abois, le silence assourdissant du SPA en la matière est également remarquable: Claude Demelenne relève ainsi que, interrogé par *Le Soir*, Johan Vande Lanotte, le président du SPA, n'a pas voulu se prononcer sur

les crispations politiques entre libéraux flamands et socialistes francophones. «Je constate simplement que ce dossier pose de réelles questions de fond», s'est-il contenté de commenter. Une réaction faible, qui pourrait laisser supposer qu'au SPA, certains ne sont pas si éloignés de la ligne Somers dans le domaine sécuritaire². Ce qui permet de percevoir l'ampleur de la pression exercée par le VB sur tous les autres partis.

Sur cette polémique, il est également pertinent de pointer du doigt le rôle ambigu des médias: «avec la conviction que la politique politique n'intéresse pas les gens, la controverse issue du débat politique est ramenée à un match de boxe. Mais un match de boxe où le journaliste n'est pas dans la tribune mais sur le ring comme un arbitre qui ne se prive pas de temps à autre de donner un coup de coude à l'un ou à l'autre et qui peut dire à la fin qui a gagné. Pour dénigrer ensuite le fait que ce type de spectacles n'intéresse plus personne parce que cela ne porte sur rien»³.

Les auteurs de *La démocratie en perspective*⁴ écrivent quant à eux: «croyant refléter l'opinion des gens ordinaires, les médias contribuent en réalité à construire et à produire cette opinion, ils renforcent ainsi la pression de conformité qui pèse sur eux, réduisant ainsi leur marge de manœuvre pour tenir des discours plus lucides et plus explicatifs»⁴.

Des visions du monde opposées

Par ailleurs, les éditorialistes flamands n'ont pas été tendres tant en ce qui concerne la justice que le département des Finances (comme par hasard, tous deux tenus par des ministres francophones). Guy Tegenbos du *Standaard* écrivant par exemple: «la Justice et les Finances ont besoin de deux ministres qui savent gérer et font moins de politique»⁵.

Patrick Janssens, grand vainqueur des élections à Anvers, ne dit rien d'autre pour justifier le résultat des élections en insistant sur la bonne gouvernance développée par son équipe.

Mais sa campagne pose question. Toutes ses affiches étaient affublées de son portrait simplement doté de son prénom et le nom du parti était soigneusement évincé. C'est le parti Patrick: 50 «bekende Vlamingen» (Flamands connus) prennent parti pour Patrick Janssens, soit: l'individualisation ultime de la politique. Anvers appartient à tous, donc le bourgmestre aussi. Cette personnalisation dépolitise et nie les forces collectives qui donnent corps à une politique.

Dans une lettre ouverte, Léona Detiège, ancienne bourgmestre d'Anvers, critique ouvertement la campagne marketing de Patrick Janssens. La dépolitisation est-elle vraiment

LA réponse alors que «l'extrême droite se fonde sur une vision du monde articulée qui combine nationalisme, pessimisme et racisme; une vision du monde, c'est-à-dire précisément ce qui fait défaut à la sociale-démocratie comme à la droite libérale, libérant ainsi un espace pour l'expression du refus du système, l'extrême droite jouissant du monopole de l'explication de la crise»⁶. Ne pourrait-on pas supposer que «la restauration de la légitimité démocratique suppose au préalable la réhabilitation du conflit comme principe constitutif de l'unité du corps politique»⁷.

Cette victoire en trompe-l'œil du SPA à Anvers, nullement comparable au recul du VB à Gand, lié lui à une vraie politique de proximité menée par Frank Beke, symbolise en somme assez bien cette campagne des communales cachant l'autre campagne législative qui s'annonce et dont les résultats peuvent être préoccupants: droitisation poursuivie de la Flandre et perception un tantinet trop euphorisante et triomphaliste des résultats de l'élection (certes, le VB semble enfin plafonner mais le cordon est malgré tout menacé dans quelques communes).

Quelques signes positifs semblent toutefois émerger: la mobilisation des artistes et du milieu associatif⁸ a relancé le débat sur la stratégie et la tactique à l'égard du VB, un nouvel état d'esprit se fait jour, loin de la complaisance des médias et partis politiques jusque-là tétanisés. Des voix s'élèvent pour plaider en faveur d'un cordon sanitaire pas uniquement à l'égard du parti mais à l'égard de ses idées jusqu'il y a peu reprises à l'unisson par la plupart des partis politiques démocratiques: la fatigue électorale du VB peut se muer en déclin si et seulement si ce ne sont plus les valeurs de ce parti qui donne le la. ▲

¹ Jean-Claude Paye, «Bahar Kimyongur: une affaire exemplaire», *Espace de Libertés*, juillet 2006, pp. 24-25 et www.leclea.be.

² Claude Demelenne, «Onkelinx-Verhofstadt, ce que cache la crise», *Le Journal du mardi*, 27 septembre 2006.

³ Liesbeth Van Impe, «De feiten en hoe ze te lezen», *De Morgen*, 23 septembre 2006.

⁴ Marc Jacquemain, Patrick Italiano, Jean Beaufays, *La démocratie en perspective*, éditions Luc Pire, 2006, p. 86.

⁵ Guy Tegenbos, *De Standaard*, 16 septembre 2006.

⁶ René Monzat, *Les voleurs de démocratie*, éditions Textuel/La Discorde, Paris, 2005, p. 138.

⁷ Jacques Capdevielle, *Démocratie, la panne*, éditions Textuel/La Discorde, Paris, 2005, p. 180.

⁸ Je pense aux initiatives 0110 et www.zondraatstraat.be.



Olivier Nottellet, «Les égouts du paradis», 2005 (vidéo). La Galerie Centre d'art contemporain, Noisy-le-Sec (F) - jusqu'au 25 novembre - lagalerie@noisylesec.fr

La Turquie au cœur de l'arène européenne

PASCAL MARTIN

L'attribution du prix Nobel de littérature à l'écrivain turc Orhan Pamuk a pris à la mi-octobre une dimension évidente. Il est assez classique de voir le prix attribué par l'académie suédoise occulter le contenu de l'œuvre ainsi récompensée pour mieux souligner sa portée politique. Pamuk, qui a souvent dénoncé le sort réservé par les Ottomans aux Arméniens pendant la Première Guerre mondiale, est fatalement devenu emblématique. Les Occidentaux voient en lui l'incarnation d'une Turquie idéale, tolérante, ouverte sur le monde et sur elle-même, suffisamment humble pour rouvrir ses livres d'histoire et reconnaître ses responsabilités dans les événements de 1915.

© AFP

Orhan Pamuk, lauréat 2006 du Nobel de Littérature, a souvent dénoncé le sort des Arméniens.

tant, Jacques Chirac avait estimé à Erevan que la Turquie serait bien inspirée de faire un travail de mémoire. Sur le papier, la responsabilité présumée de génocide ne peut être opposée à Ankara, les négociations d'adhésion se déclinant en une trentaine de chapitres qui reprennent l'acquis communautaire. Il n'y est pas question des fautes du passé. Sur le terrain politique, en revanche, Paris s'est doté d'un bâton providentiel qui lui permettra le cas échéant d'entrer dans la marche turque vers l'Union. Il y a fort à parier que l'argument viendra à point lors des présidentielles, chaque camp brandissant la nouvelle loi pour rassurer l'électeur face à ce qu'il comprend comme une invasion future.

Ouvrir les négociations d'adhésion avec la Turquie a placé toute l'Union européenne dans un formidable imbroglio. Le psychodrame, les coups de gueule et les menaces qui ont précédé le dernier rapport d'évaluation de la Commission, ne sont que le sixième épisode d'un feuilleton qui s'annonce long comme un sitcom. Hormis quelques concessions nécessaires pour sauver la face des deux côtés du Bosphore, 2007 verra la Turquie plus turque que jamais, les législatives annonçant toutes entières dévolues aux questions nationales. Au premier rang: Chypre.

Les Chypriotes grecs menacent de bloquer les négociations d'adhésion que malmenne Ankara tant que le problème chypriote n'est pas vidé. Le règlement de celui-ci passerait prioritairement par la reconnaissance de la République de Chypre, que les Turcs nient toujours. Mais que pèse le sud

de l'île face à la volonté de la Grande-Bretagne et de ses alliés de plaire d'une part à Washington, de constituer d'autre part une zone de libre-échange toujours plus grande.

Les Turcs tiennent bon. Il faudra des trésors de diplomatie aux Européens pour que l'extension de l'union douanière (Protocole d'Ankara) à la République de Chypre soit effectivement opérationnelle. Bruxelles a également des cartes en main, rappelle Ankara, qui prévoit que tant que la partie turque de l'île sera sous embargo, cette extension n'aura pas lieu. On tourne en rond.

Aujourd'hui, le véritable enjeu semble bien pour les Européens de ne pas perdre la Turquie tout en gérant ses caprices. Toute l'UE a besoin de ce débouché économique important, susceptible de lui amener plus de 80 millions de consommateurs à l'horizon 2015. Les Turcs connaissent les faiblesses de leurs interlocuteurs, qui ont menacé à l'heure du vote sur le génocide arménien de bloquer les projets français sur leur territoire.

Classiquement on le sait, les Européens voient en la Turquie un rempart contre l'islamisme radical et les ondes de choc du Moyen-Orient. Plus prosaïquement, ils se passeront bien d'un nouveau coup de froid avec George Bush qui leur avait chaudement recommandé, en 2002, à la veille du sommet de Copenhague, d'ouvrir leurs portes à ce très fidèle allié atlantique.

La fracture qu'a ouverte la guerre d'Irak au sein des futurs Vingt-Cinq est encore dans toutes les mémoires. ▲

De l'état d'urgence à l'état d'exception permanent

JEAN-CLAUDE PAYE*

Sociologue.

Le premier projet du Patriot Act, la loi antiterroriste américaine votée après les attentats du 11 septembre 2001, a été déposé trois jours après les attentats. La loi comprend plus de trois cents pages. Il s'agit d'un projet de longue date. Les attentats ont ainsi servi d'alibi pour faire passer, sans discussion, un ensemble structuré de mesures liberticides. Cette loi qui a été justifiée par la notion d'état d'urgence, autorise l'incarcération, sans procès, ni inculpation, pour une durée indéterminée, d'étrangers simplement soupçonnés de terrorisme. Ces dispositions sont conçues pour être étendues à l'ensemble de la population. En 2003, le projet Patriot II, aujourd'hui rangé au placard, voulait enlever sa nationalité à tout Américain accusé de terrorisme. Cela aurait permis d'emprisonner administrativement pour une durée indéterminée tout citoyen suspecté de terrorisme.

Actuellement, différents projets de loi sont en discussion. Ils ont pour objet de généraliser les commissions militaires, les tribunaux militaires destinés à juger les prisonniers de Guantanamo, à l'ensemble de la population. Ces tribunaux spéciaux suppriment tout droit à la défense. Ils sont à ce point liberticides qu'ils violent le code militaire lui-même. Cependant, l'objectif de pouvoir se saisir arbitrairement de tout citoyen américain n'est qu'un aspect du Patriot Act. Cette loi permet aussi une surveillance généralisée de la population (surveillance téléphonique).

que, du courrier, du Net, des emprunts auprès des bibliothèques...). Certaines de ces mesures furent immédiatement permanentes, d'autres furent prises pour une période de quatre ans. Ces dernières, contenues dans 16 articles, venaient à expiration fin 2005¹. Lors de la procédure de renouvellement, «The Patriot Act Improvement and Reauthorization Act»² signé le 9 mars 2006, le gouvernement a fait transformer la plupart des mesures temporaires, adoptées en 2001 comme procédures d'urgence, en dispositions permanentes.

Un état d'urgence permanent

Parmi les mesures temporaires devenues permanentes: celle qui autorise les compagnies de téléphone et les fournisseurs d'accès internet à divulguer, au gouvernement, le contenu et l'enregistrement des communications, si ces compagnies estiment qu'elles présentent un danger de mort ou qu'elles constituent une «injure grave». Il n'y a pas de contrôle judiciaire. Il n'y a pas non plus de notification de cette transmission à la personne concernée.

* Auteur de *La fin de l'État de droit. La Dispute*.

¹ <http://epic.org/privacy/terrorism/usapatriot/sunset.html>.

² H.R. 3199, version finale, <http://thomas.loc.gov/cgi-bin/query/D?cl09:6:/temp/~1039MI2De>.

Les citoyens américains sous surveillance permanente? Ici à Grand Central à New York.

Le *Patriot Act* facilite l'obtention par le FBI des données de connexions électroniques entrantes et sortantes. Cette saisie ne nécessite pas de mandat judiciaire. Avant, le gouvernement devait prouver que la personne surveillée était un agent d'une puissance étrangère. Maintenant, il doit simplement signifier que l'information saisie est en «relation» avec une enquête relative au terrorisme. Le caractère vague de cette qualification permet de justifier n'importe quelle recherche.

L'article 218, devenu également permanent, autorise des recherches secrètes, sans notification, dans un domicile ou un bureau, s'il y a une «présomption raisonnable» de penser que le domicile ou le bureau contiennent des informations relatives à l'activité d'un agent d'une puissance étrangère, sans qu'il y ait nécessairement la preuve ou l'indice d'un délit. Les agents obtiennent un mandat d'une cour secrète³, mise en place par le FISA de 1978, la loi relative aux services secrets. Avant le *Patriot Act*, les agents fédéraux devaient certifier que l'objectif premier de la recherche portait sur l'obtention de renseignements en rapport avec l'étranger. Maintenant, les agents doivent seulement déclarer que la saisie d'informations en connexion avec l'étranger est un «objectif significatif» de la recherche.

Est aussi devenue permanente, la mesure qui permet, à un juge fédéral ou à un magistrat d'une autre juridiction, de délivrer un mandat permettant d'enregistrer les données, entrantes et sortantes, d'une connection électronique, mandat qui ne précise pas l'adresse IP (*Internet Protocol*) concernée et qui peut être délivré partout sur le territoire américain.

Il s'agit d'un véritable chèque en blanc donné aux agents fédéraux. Pour obtenir l'autorisation, l'agent doit simplement certifier que l'information recherchée est «pertinente dans la recherche d'un crime en exécution». Le juge doit délivrer l'autorisation, dès réception de l'attestation, même s'il est en désaccord avec la procédure engagée.

Identité entre travail de renseignement et enquête criminelle

Le *Patriot Act* estompe la différence entre enquête criminelle et travail de

renseignement en permettant au FBI de conduire des recherches en matière criminelle et d'obtenir les autorisations nécessaires sous les procédures et avec les garanties réduites de la loi relative au contre-espionnage.

Ainsi, sont prolongées pour une nouvelle période de quatre ans, les mesures contenues dans les articles 215 et 206 du *Patriot Act*. La section 215 permet au FBI, moyennant une autorisation secrète d'un tribunal, d'avoir accès aux données médicales, aux comptes bancaires, aux données d'emprunt des bibliothèques ou de «toute chose tangible», sans qu'il soit nécessaire, pour les enquêteurs, de montrer que cette recherche porte sur des faits en connexion avec le terrorisme ou avec une puissance extérieure.

Quant à l'article 206, il autorise l'utilisation de connexions «nomades». Les agents du FBI n'ont pas besoin d'identifier le suspect pour obtenir l'autorisation d'installer leur dispositif. Est installée une connexion «sous couverture» à l'ensemble des téléphones installés dans le voisinage de la personne ciblée ou à ceux de ses relations, sans qu'il soit nécessaire de montrer que l'individu surveillé utilise ces appareils. Cela explique pourquoi un tel dispositif est appelé connexion «John Doe». Ne devant pas nommer la personne qui doit être surveillée, le gouvernement peut surveiller le téléphone de n'importe quel individu, sans avoir à montrer que celui-ci est en relation, d'une manière ou d'une autre, avec une puissance étrangère, avec le terrorisme ou même avec une quelconque activité criminelle.

Est prolongée une procédure qui autorise le FBI à pénétrer dans un domicile ou un bureau en l'absence de l'occupant. Durant cette enquête secrète, les agents fédéraux sont autorisés à prendre des photos, à examiner le disque dur d'un ordinateur et à y insérer un dispositif digital d'espionnage, dénommé «lanterne magique». Une fois installé, ce système enregistre toute activité informatique.

Une autre procédure permanente est prorogée, celle qui élargit les possibilités, accordées au FBI et à des administrations, d'obtenir des «lettres de sécurité nationale» (NSL), une forme de citation administrative donnant accès à des données personnelles,

médicales, financières, aux données des agences de voyage, de location de voitures ainsi qu'aux fichiers de bibliothèques. Avant le *Patriot Act*, les NSL étaient limités aux cas de personnes «en liaison avec un pouvoir étranger». Cette loi étend la capacité du FBI d'obtenir une telle autorisation en dehors de ce cadre. Lors des débats parlementaires, il est apparu que le gouvernement a utilisé 30 000 NSL chaque année depuis les attentats du 11 septembre⁴.

Le *Patriot Act* a aussi créé des autorisations permanentes pour l'échange d'informations entre agences de renseignement et services de police. L'article 905 autorise le ministre de la Justice à saisir des preuves obtenues par des procédures de renseignement et à les introduire dans une procédure judiciaire. L'article 504 autorise le transfert de renseignements FISA vers les divisions criminelles. Le département de la Justice a admis avoir envoyé environ 4 500 dossiers FISA vers la division criminelle. Le nombre de poursuites engagées est inconnu.

Une autre forme de gouvernement

Ainsi, le *Patriot Act* généralise, à l'ensemble des matières criminelles, des dispositions établies en matière d'espionnage qui donnent des pouvoirs exceptionnels, des prérogatives de magistrat, à l'administration et soustrait ses actes à un véritable contrôle judiciaire, autre que l'autorisation, préalable et sans suivi, de tribunaux d'exception, souvent secrets. La «guerre contre le terrorisme» permet de confondre les procédures de guerre contre un ennemi extérieur et le contrôle interne des populations. Il n'y a plus de distinction intérieure/extérieur. Tout individu devient un terroriste potentiel, dont la surveillance s'inscrit dans le cadre d'un état d'exception. Ces mesures furent d'abord justifiées par une situation d'urgence. Le renouvellement du *Patriot Act* permet de les inscrire dans la durée. En devenant permanentes, ces dispositions de contrôle des populations induisent une modification de la forme de l'État. L'état d'exception permanent, qui concentre durablement l'ensemble des pouvoirs, dont les prérogatives judiciaires, aux mains de l'administration, désigne une forme de gouvernement que l'on désigne comme dictature. ▲

Hobsbawm ou le parcours d'un intellectuel

OLIVIER STARQUIT

Il faut continuer à dénoncer et à combattre l'injustice sociale. Le monde ne guérira pas tout seul¹.

C'est par cette phrase que l'historien britannique Eric Hobsbawm a décidé de clôturer son autobiographie parue en 2002 en Grande-Bretagne sous le titre autrement plus neutre d'*Interesting Times*. Et, en effet, Hobsbawm fait partie de ces hommes qui ne supportent pas «l'injustice, qui ne s'en accommodent jamais et qui pensent que l'on ne peut se contenter de l'atténuer par la charité ou la solidarité. Cette conviction est une boussole morale qui fait la fidélité et la constance d'une vie». C'est ce qu'il écrit dans son dernier ouvrage *Franc-Tireur*².

Né au Caire en 1917, d'un père britannique et d'une mère autrichienne, cet historien britannique sera un véritable témoin privilégié du siècle précédent, traversé de nombreux espoirs et de multiples tragédies. Élevé à Vienne et à Berlin au cours des années pré-nazies au sein d'une petite-bourgeoisie d'origine juive, il arrive à Londres peu de temps après la prise de pouvoir de Hitler. Ces éléments induiront chez l'auteur «une adhésion profonde à l'universalisme qui ignore tout sentiment racial, hostilité vive de ce fait au sionisme, insensibilité ou indifférence à la culture, à la religion et à l'identité juives, mais jamais négation d'une origine dès lors qu'elle est stigmatisée»³. C'est à Berlin qu'il rejoindra le parti communiste dans le cadre de la lutte contre la montée du nazisme et qu'il aura ses premiers contacts avec le marxisme. Ce mariage politico-intellectuel durera plus de 70 ans. Comme l'auteur le souligne lui-même: «j'ai appartenu à des minorités atypiques, toute ma vie... j'ai été quelqu'un qui n'appartenait pas totalement à l'endroit où il se trouvait: un Anglais élevé en Europe centrale; un immigré continental étudiant puis enseignant en Grande-Bretagne, un antisépcialiste dans un monde de spécialistes; un polyglotte cosmopolite; un intellectuel dont la politique et le champ de recherche universitaire étaient centrés sur les non-intellectuels; et aussi pendant la plus longue partie de ma vie, une anomalie parmi les communistes, qui eux-mêmes constituaient une minorité de l'humanité politique dans les pays que j'ai connus»⁴. Outre cet aspect personnel atypique et décalé relaté de manière truculente et agréable, bien d'autres motifs incitent à la lecture de cet opus.

En tant qu'historien, Eric Hobsbawm laisse derrière lui une œuvre considérable, principalement caractérisée par quatre tomes consacrés à la période allant de 1789 à 1991: *L'âge des révolutions*, *L'ère du capital*, *L'âge des empires* et *L'âge des extrêmes*, *Histoire du court XX^e siècle*. Rapelons que ce dernier ouvrage, qui connaît un immense succès populaire, doit pourtant attendre la courageuse initiative des éditions Complexe et du *Monde diplomatique* pour connaître une édition en français. Loin de toute théorie du complot et sans occulter les arguments économiques propres au monde de l'édition, ce livre d'Hobsbawm avait essuyé une fin de non-recevoir polie des éditeurs français, vraisemblablement par son refus «d'une vision linéaire d'un siècle tout entier voué à la victoire du marché, de la démocratie libérale et du progrès»⁵. En sa qualité d'historien, Hobsbawm y insistait «sur la fragilité, voire la dislocation des structures politiques, et ce non seulement

© Eypress/AFP

Hobsbawm: un témoin privilégié du siècle dernier.

à l'Est et au Sud, mais également dans nos démocraties. Il nous rappelait fort à propos que derrière les communiqués de victoire de l'économie globalisée se cache un monde particulièrement instable du point de vue politique, marqué par une recrudescence des conflits armés et surtout par un affaiblissement de la cohésion sociale... L'économie capitaliste triomphante mais dans des conditions où elle touche aux limites écologiques de notre planète et où son expansion future ne pourra que saper plus avant les structures sociales et matérielles de son propre fonctionnement»⁶.

Par son appartenance à diverses minorités atypiques, Eric Hobsbawm a un regard décalé sur le monde qui lui permet de se reconnaître dans la phrase de E. M. Forster sur Constantin Cavafy, poète grec anglophone né en Égypte qui se «tenait légèrement de biais face à l'univers»⁷. Pour résister son itinéraire et ses souvenirs, il les mêle à une analyse du siècle écoulé.

¹ Eric Hobsbawm, *Franc-Tireur*, Ramsay, Paris, 2005, p. 499.

² Jean-Louis Robert, «Un itinéraire dans le siècle», *Le Monde diplomatique*, février 2006, p. 21.

³ *Idem*.

⁴ Eric Hobsbawm, *op. cit.*, pp. 496-497.

⁵ Gabriel Maissin, «Là où l'histoire nous a conduits», *Politique* n°14, décembre 1999-janvier 2000, p. 58.

⁶ Gabriel Maissin, *op. cit.*, p. 60.

⁷ Eric Hobsbawm, *op. cit.*, p. 497.

lé, contextualisée, critique et remarquablement érudite. Cette «introduction au siècle le plus extraordinaire de l'histoire du monde à travers l'itinéraire d'un être humain»⁸ lui permet de souligner le fait que «connaître et vivre plus de quatre-vingts des cent années du XX^e siècle [lui] a offert une leçon naturelle sur la mutabilité du pouvoir politique, des empires et des institutions»⁹.

L'autre facette extrêmement fascinante de cette autobiographie est son apport au grand débat actuel au sein du monde intellectuel entre histoire, mémoire et politique. Eric Hobsbawm revient sur les homologies et les différences entre les historiens du groupe de Cambridge et les historiens et philosophes français, membres du Parti communiste français entre 1950 et 1980 et souligne ainsi le fait que les historiens britanniques étaient relativement à l'abri des rixes idéologiques propres à la guerre froide. Dans ce sens, son autobiographie peut également être lue «comme l'histoire des tensions entre une adhésion profonde à une cause, à une idéologie et à une activité scientifique»¹⁰. Mais aussi comme un manifeste de sa conception de l'histoire, de son rôle et de sa nécessité: «le monde actuel a plus que jamais besoin d'historiens et surtout d'historiens sceptiques»¹¹. Pour lui, l'historien a besoin d'établir une «distance vis-à-vis des passions, des émotions, des idéologies et des peurs des guerres de religion actuelles, mais aussi des tentations "identitaires", qui sont encore plus dangereuses. Il doit être mobile et capable de survoler et d'explorer un vaste territoire, donc de dépasser ses racines»¹², et ce au moment même où, «tandis que les vieux régimes se désintègrent, que d'anciennes formes politiques disparaissent et que de nouveaux États se multiplient, la fabrication d'une nouvelle histoire au service des nouveaux régimes, États, mouvements ethniques et groupes identitaires devient une industrie mondiale»¹³.

En somme, face à toutes ces dérives, Eric Hobsbawm estime qu'il est «temps de rétablir la coalition de ceux qui veulent voir dans l'histoire une enquête rationnelle sur le cours des transformations humaines, à la fois contre ceux qui la déforment systématiquement à des fins politiques et également contre les relativistes et les postmodernistes qui refusent d'admettre que l'histoire offre cette possibilité»¹⁴.

Si les historiens peuvent se délecter de ces aspects plus professionnels, les autres lecteurs pourront lire *Franc-Tireur* comme une introduc-

tion fascinante au XXI^e siècle au travers des yeux d'un marxiste cosmopolite et décalé. ▲

Un ésotérisme agnostique

Je ne fais pas partie des amateurs d'ésotérisme. Ce genre de livres aurait même plutôt tendance à me tomber des mains. Du moins, c'est ce que je croyais avant de lire celui-ci. En signant du pseudonyme Sophie Perenne, l'auteure, philosophe de formation, met d'emblée le lecteur au parfum. Dans les écrits hermétiques de l'Antiquité finissante, Sophia Perennis, «la Sagesse éternelle», est une entité divine et personnifiée... Diable! diront peut-être certains. Signer «Sophie Perenne», voilà qui relève de la mégalomanie la plus aiguë! Qu'ils se débrouillent: c'est par humilité que l'auteure a préféré s'effacer – au point de gommer son nom devant les nombreuses traditions sapientiales dont il est question dans ce livre.

L'alchimie, la franc-maçonnerie, l'hindouisme, le bouddhisme, le taoïsme, la kabbale, la gnose chrétienne, le soufisme, etc. sont interrogés pèle-mêle et apportent tous une réponse étonnamment identique aux questions abordées: qu'est-ce que l'ésotérisme? Une philosophie ou une religion? Un au-delà ou un en deçà des religions? Y a-t-il encore en notre époque éclairée quelque intérêt à se pencher sur les vieux grimoires ésotériques d'Orient et d'Occident? Pourquoi se fatiguer à manipuler les symboles et la pensée analogique plutôt que le langage discursif de la raison raisonnante? La voie initiatique est-elle une thérapie, un art de vivre ou un chemin spirituel? Qu'est-ce d'ailleurs que la spiritualité? Et qu'est-ce que l'initiation?

Ce n'est pas l'auteure qui répond à ces questions brûlantes, c'est Sophie Perenne, c'est l'auteure qui s'est mise à l'écoute des grands sages de l'Humanité. Les réponses apportées par cette *obscurum lumen* des sages soulignent ce qu'il y a d'immuable, d'éternel et d'actuel, en un mot de pérenne, dans l'ésotérisme. Et, force citations à l'appui, Sophie Perenne nous distille cette tradition qui, de maître à disciple, transmet son enseignement secret à travers une chaîne initiatique

dont le but n'est autre que la transformation de notre être et de notre relation à l'être.

À lire ce livre, nous comprenons que la voie ésotérique emprunte ses jalons aux grands mystiques de tous les temps et que le mysticisme en question transgresse toutes les frontières derrière lesquelles les religions – l'exotérisme – se retranchent frileusement.

Car autant la sagesse relève d'un domaine auquel la religion n'a pas accès, autant cette *Sophia* transpire sous les mots des maîtres spirituels que l'auteure a lus avec intelligence et dont elle nous livre la substantifique moelle. C'est finalement à une lecture laïque de cette tradition que nous convie ce livre au terme duquel il ressort que l'ésotérisme se laisse aisément définir comme une «gnose agnostique». À lire et à méditer. ▲

Xavier De Schutter

Sophie Perenne, *L'obscurum lumen* des sages. Une introduction à la Voie ésotérique, éd. Accalias, L'originel, Paris, 2006 (préfacé par Jacques Rifflet), 253 p.

Aux enfers... Pluton?

ANDRÉ KOECKELENBERGH

Querelle byzantine autour du sexe des anges ou débat scientifique?

Tous les quatre ans, les astronomes du monde se réunissent en congrès, échangent des informations sur leurs découvertes, règlent quelques problèmes administratifs et attribuent aux astres nouveaux des appellations universellement acceptées.

À Prague, en cette année 2006, il était question de reclasser les différents composants de notre système solaire. Depuis l'Antiquité, on appelle planètes les astres errants devant le décor des étoiles supposées fixes. Il y avait deux lumineux (Soleil, Lune) et cinq planètes visibles à l'œil nu. Après Copernic, Galilée et Képler, la Lune a perdu son statut de luminaire, réservé au Soleil, et est devenue «satellite de la Terre», comme les quatre satellites de Jupiter découverts par Galilée et Titan, le satellite de Saturne identifié par Huygens.

Dès lors, il y a un «système solaire» fait d'un gros Soleil que l'on reconnaîtra plus tard (1860) comme étoile, entouré de six planètes qui se meuvent, quasi dans un même plan, sur des orbites elliptiques presque circulaires. Elles sont parfois accompagnées de satellites. S'y ajoutent les comètes.

Qu'il était simple le système solaire de l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert...

Fin du XVIII^e siècle (1781), Herschel découvre un corps planétaire plus lointain que Saturne, à peine visible à l'œil nu, c'est Uranus. En 1801, Piazzi découvre, entre Mars et Jupiter, Cérès, la première des «petites planètes» qui sera suivie de dizaines, puis de milliers d'autres. Durant ce temps, les irrégularités de marche d'Uranus conduisent indépendamment Le Verrier et Adams à identifier,

notion de planète. Il avait le choix d'élargir le système planétaire à plusieurs objets de nature assez différente ou de créer une ou plusieurs catégories nouvelles d'objets. Cette voie, qui préserve des réévaluations pour le futur, a été choisie. En résumé: pour être planète (au sens de la Terre) il faut orbiter autour du Soleil, être sphérique et avoir fait le vide dans son voisinage; on est «planète naine» quand on n'a pas fait ce vide (Pluton, par exemple ou Cérès qui appartient à la ceinture des astéroïdes). Pluton est reclassé dans cette catégorie, et non déclassé.

Aujourd'hui, le système solaire «nouveau» est le contenu de l'héliosphère, bulle de poussières, de gaz et de «corps solides ou partiellement liquides ou gazeux», dont les limites sont à mi-chemin (et encore!) des étoiles les plus proches. La frontière est incertaine, les sondes Voyager en ont tracé l'ébauche. À son voisinage et en toutes directions les objets météoritiques, cométaires et astéroïdaux qui circulent à grande distance autour du Soleil constituent la «ceinture de Oort». Plus proches de l'orbite de Neptune, mais également en toutes directions, les corps qui forment la «ceinture de Kuiper». Enfin, rassemblés au voisinage du plan équatorial solaire, les huit planètes principales, leurs satellites, leurs anneaux, les «planètes naines» et autres «petits corps» entre Mars et Jupiter, les comètes réputées périodiques. Le tout est plongé dans le flux d'atomes et d'électrons qu'émet le Soleil: le vent solaire qui s'amortit aux confins de l'héliosphère... Puis, autour du Soleil, ses couronnes proches de poussières, d'électrons et d'atomes.

Sur la Terre, les humains observent, mesurent et tentent de comprendre un peu mieux en classant les phénomènes...: le stade primaire de la recherche scientifique. ▲

⁸ *Idem*, p. 12.

⁹ *Idem*, p. 494.

¹⁰ Jean-Louis Robert, *op.cit.*, p. 21.

¹¹ Eric Hobsbawm, *op. cit.*, p. 493.

¹² *Idem*, p. 496.

¹³ *Idem*, p. 498.

¹⁴ Eric Hobsbawm, «Manifeste pour l'histoire», *Le Monde diplomatique*, décembre 2004, pp 1, 20 et 21.

«Le fait religieux»: le singulier est-il neutre?

BARBARA FRÈRE
Collaboratrice scientifique du CIERL-ULB.

La formule «le fait religieux» est une expression fréquente depuis quelques années. Elle est utilisée tant par ceux qui voudraient voir naître cette nouvelle branche dans les écoles que par ceux qui s'y opposent; et l'usage du singulier n'est jusqu'à présent remis en cause par aucune des deux parties. Ce singulier est-il pour autant neutre? L'expression en elle-même ne pose-t-elle pas un problème idéologique?

Replacée dans le contexte de l'histoire, l'expression «le fait religieux» se révèle être une expression vide de sens. Il n'y a, en effet, que des faits

religieux qui ne peuvent être perçus que par des traces matérielles (sites archéologiques, monuments, objets et surtout textes qui, à l'occasion, explicitent les autres traces). L'historien y apporte ensuite son interprétation.

L'origine de l'expression

L'expression est propulsée dans le langage courant par le titre éponyme de l'ouvrage dirigé par Jean Delumeau (Fayard, 1993) qui présente une synthèse des différentes religions du globe. Il est important de rappeler le but avoué de cet ouvrage. L'auteur a l'honnêteté d'avertir le

lecteur «qu'il ne s'agit pas d'un livre neutre. [...] Le parti adopté est celui de la ferveur, doublée de l'écoute bienveillante de l'autre. [...]». Le but de l'ouvrage est donc de favoriser une meilleure compréhension entre les adeptes des différentes religions.

Il est supposé s'adresser à un humain fondamentalement religieux. Même si on ne retrouve pas l'expression *homo religiosus* dans cette préface, c'est la définition de celui-ci que l'auteur nous présente: «derrière chaque religion, il y a l'homme religieux de tous les temps et de toutes les civilisations [...]. L'homme a besoin de rites; et ces liturgies lui permettent d'entrer dans l'espace sacré, lequel sera toujours situé au-delà de la science. Cet espace du sacré est le lieu où l'homme rencontre plus grand que lui et retrouve à la fois l'ordre universel et des raisons de vivre»¹. Cette expression *homo religiosus*, tellement courante qu'on la retrouve même sous la plume d'auteurs athées, est chargée d'une lourde signification idéologique. Linventeur en est Mircea Eliade. Tous ceux tentés par la recherche en phénoménologie de la religion devraient lire attentivement, avant de s'atteler à la tâche, l'ouvrage de Daniel Dubuisson, *Impostures et pseudo-science. L'œuvre de Mircea Eliade*, car trop souvent encore «l'œuvre d'Eliade n'engendre chez certains [...] qu'une paraphrase obséquieuse et dépourvue du moindre esprit critique»².

Une expression neutre?

Lorsqu'on utilise aujourd'hui l'expression «fait religieux» au singulier, il faut se souvenir du sens obvieux qui lui fut donné dans cet ouvrage. L'ex-

pression, pas plus que le livre, n'est neutre. Elle postule l'universalité des croyances religieuses quelles qu'en soient les formes extérieures.

Pourtant, les 99% de l'histoire de l'humanité se situent dans la préhistoire, pour laquelle, par définition, nous n'avons pas de texte indiquant de manière univoque le sens donné aux objets archéologiques découverts, d'où la profusion d'interprétations en sens très divers qui informent plus sur les présupposés de l'auteur qu'elles ne donnent une clé définitive de compréhension. L'habitude d'attribuer nos propres idées, sentiments, voire nos tares aux autres est un phénomène bien connu en psychologie. Est-ce pour cela que «nous repougnons à l'imaginer [l'homme préhistorique] insouciant, athée, agnostique ou préoccupé par sa seule existence immédiate [et que] nous préférions nous le représenter terrorisé par l'effroi, impatient de découvrir, réfugié au fond de ses cavernes, les réconforts, encore rudimentaires, de la religion»³?

Cette universalité est un leurre. L'existence d'inhumations volontaires chez les humains ne prouve pas non plus les croyances religieuses. Sinon, comment expliquer que même les plus athées d'entre nous ne supporterait pas l'idée de laisser les êtres chers sans sépulture correcte?

Les partisans de cette quête aussi obstinée qu'inutile ne peuvent se rabattre avec certitude que sur «le fait religieux» pour lequel, en effet, jusqu'à présent, on n'a pas trouvé de trace chez les autres espèces animales.

L'homme et l'animal

Le discours postulant l'universalité du «fait religieux» trouve sa source dans le déisme qui imprègne encore inconsciemment même ceux qui se revendiquent de l'agnosticisme. Chez ceux-ci, le déisme est seulement remplacé par l'adhésion au courant idéaliste qui suppose, depuis Platon, l'existence de deux mondes différents et irrémédiablement opposés. Plusieurs savants ont mis en évidence la permanence dans l'histoire de la philosophie depuis l'Antiquité de ces deux courants (pour faire court: entre monistes et dualistes, entre matérialistes et idéalistes)⁵.

Le dernier avatar de cette opposition pourrait bien être la différence qui a déjà fait couler beaucoup d'encre, depuis 25 siècles, entre l'homme et l'animal. N'oublions pas que pour les chrétiens, si Dieu a créé l'homme et toutes les autres espèces animales, seul l'homme est doté d'une âme. C'est ce qui a entraîné la quête obstinée des idéalistes afin de déter-

miner ce qui différencie ontologiquement l'homme des autres animaux alors que, de plus en plus, l'éthologie et les découvertes paléontologiques démentent cette différence.

Tout a été envisagé pour affirmer cette différence: le rire, le langage, la culture, le fait que nous serions les seuls à tuer des êtres de notre propre espèce, l'empathie, la compassion, la solidarité, le sens de l'équité, la conscience de soi, etc. Las, toutes ces «particularités humaines» ont été observées chez d'autres espèces animales, même les rites funéraires! Le débat opposant les tenants d'une culture animale et ses opposants est purement philosophique, les opposants ne considérant pas comme élément de culture ce que les tenants apportent comme preuve⁶.

L'existence d'inhumations volontaires chez les humains ne prouve pas non plus les croyances religieuses. Sinon, comment expliquer que même les plus athées d'entre nous ne supporterait pas l'idée de laisser les êtres chers sans sépulture correcte?

Les partisans de cette quête aussi obstinée qu'inutile ne peuvent se rabattre avec certitude que sur «le fait religieux» pour lequel, en effet, jusqu'à présent, on n'a pas trouvé de trace chez les autres espèces animales.

La phénoménologie à la rescousse de l'*homo religiosus*

Les faits perçus comme religieux par leurs traces ont toujours à être intégrés dans le contexte précis du lieu et du temps qui les voit apparaître, se développer et disparaître. Si on fait abstraction de ceci, on tombe dans l'approximation et les délires interprétatifs qui permettent opportunément de jeter des ponts entre des civilisations totalement séparées grâce à de vagues ressemblances périphériques. C'est ce à quoi se cantonnent trop souvent les phénoménologues de la religion: «Pour eux, les faits «religieux» relèvent en définitive d'une autre réalité. [...] Derrière ces phénomènes, et parce qu'ils sont en quelque sorte intrinsèquement «religieux», se dissimule une autre réalité, quelque chose d'inaccessible qui leur confère un statut particulier, incomparable. Les faits «religieux» ne sont donc pas des faits au même titre que

les autres. Ils révèlent un autre plan ontologique que celui sur lequel ils se manifestent»⁷. Dubuisson relève quatre défauts de méthode: «des choix arbitraires et simplificateurs, une indifférence complète aux contextes historiques et ethnographiques, de nombreuses généralisations abusives et des interprétations contestables»⁸. Dans un travail rigoureux, les différences surgiront bien plus nombreuses et fondamentales que les ressemblances apparentes. Quel sera encore l'objectif de la phénoménologie, en dehors de présenter des catalogues et des inventaires?

Il est temps ici de reprendre les propos de Jean Delumeau cités au début de cet article. La phénoménologie de la religion, quand elle fait abstraction du contexte historique et des faits pour ne plus voir que «le fait religieux», n'est qu'un instrument de propagande idéaliste qui permet de voir la permanence des croyances derrière la diversité des manifestations partout où on a envie de la voir.

Une nouvelle théorie à la mode postule que notre cerveau serait composé de modules destinés à des fonctions précises. Le savant⁹ qui est à l'origine de cette théorie a lui-même pris ses distances avec celle-ci¹⁰. L'existence de ces modules n'est pas démontrée et ses défenseurs s'embrouillent dans la tentative de distinguer l'inné de l'acquis comme le montre P. Boyer¹¹.

Lorsqu'on lit dans une revue, sans plus d'explication, que des «recherches ont montré que des capacités cognitives modulaires jouent un rôle dans le développement des [...] idées religieuses»¹², faut-il craindre que l'on proclame bientôt à propos de l'incroyant, de l'athée, qu'il lui manque une case - heu, pardon! un module? Cela aura le mérite de satisfaire ceux qui affirment qu'on ne peut aborder l'histoire des religions que si on est croyant soi-même. La fameuse «connaissance latente» de Mircea Eliade?

D. Dubuisson, *L'Occident et la religion*, Complex, 1998, p. 239.

⁸ Dans l'ouvrage *Impostures...*, op. cit., p. 32.

⁹ J. Fodor, *La modularité de l'esprit*, Minuit, 1986.

¹⁰ *The mind doesn't work that way*, MIT Press, 2000.

¹¹ Voir, dans l'ouvrage de P. Boyer, *Et l'homme créa les dieux*, folio, 2001, tout le chapitre 3 (Machines à penser) ainsi que ses conclusions plus que prudentes.

¹² D. Sperber, *Unité et diversité des cultures*, dans *Grands Dossiers...*, p. 77

¹³ P. 463 et 464. Mis à part les postulats de l'auteur sur l'inné auxquels je n'adhère pas et pour lesquels il n'offre pas, à mon sens, une argumentation convaincante (note 11), son ouvrage fourmille d'observations intéressantes.

¹ P. 7 à 9.

² Septentrion, 2005, p.29

³ D. Dubuisson, *Imposture...*, p.132-3. L'auteur bat en brèche cette idée d'universalité dans l'ouvrage mentionné en note 5.

⁴ Extrait des Charvakas, livre parmi les plus anciens de l'Inde, cité dans *La gloire des athées*, anthologie, Les Nuits Rouges, 2005, p. 27.

⁵ Pour cela, on se référera à la *Contre histoire de la philosophie* de M. Onfray dont les deux premiers tomes sont parus (Grasset 2006) et D. Dubuisson, *L'Occident et la religion*, Complex, 1998.

⁶ Voir, entre autres F. De Waal, *Le singe en nous*, Fayard, 2006 et *Grands Dossiers des Sciences Humaines*, n°1, décembre 2005, consacré à *L'origine des cultures*. Où ce débat est flagrant.

⁷ D. Dubuisson, *L'Occident et la religion*, Complex, 1998, p. 239.

⁸ Dans l'ouvrage *Impostures...*, op. cit., p. 32.

⁹ J. Fodor, *La modularité de l'esprit*, Minuit, 1986.

¹⁰ *The mind doesn't work that way*, MIT Press, 2000.

¹¹ Voir, dans l'ouvrage de P. Boyer, *Et l'homme créa les dieux*, folio, 2001, tout le chapitre 3 (Machines à penser) ainsi que ses conclusions plus que prudentes.

¹² D. Sperber, *Unité et diversité des cultures*, dans *Grands Dossiers...*, p. 77

¹³ P. 463 et 464. Mis à part les postulats de l'auteur sur l'inné auxquels je n'adhère pas et pour lesquels il n'offre pas, à mon sens, une argumentation convaincante (note 11), son ouvrage fourmille d'observations intéressantes.

Le théologien et les mosquées

PATRICE DARTEVELLE

Dans un univers où changent bien des données et positions, on ne s'étonnera peut-être pas complètement de voir un laïque soutenir le pape, du moins par rapport à l'essentiel de la signification (c'est-à-dire pas forcément dans son sens direct) de son allocution du 12 septembre à l'Université de Ratisbonne.

Le tollé qu'elle a provoqué dans le monde islamique, sous l'orchestration des chaînes satellitaires arabes, sans être aussi stupéfiant que ce qui s'est passé dans l'affaire des caricatures danoises, est tout de même étonnant, à moins qu'il ne soit révélateur.

À lire le texte du pape Ratzinger¹, je n'en crois pas mes yeux.

Théologie classique

Benoit XVI a prononcé à Ratisbonne une véritable conférence d'un vieux maître de l'Université consacrée en principe au rôle de la foi et de la raison dans la religion et, en pratique, pour l'essentiel à la question de la déshellénisation de la théologie chrétienne, c'est-à-dire l'éloignement du christianisme par rapport aux philosophies grecques et païennes. L'affaire est une réalité de taille puisque l'histoire de la théologie chrétienne de l'Antiquité jusqu'au XIX^e siècle n'est que l'intégration plus ou moins réussie de l'une ou l'autre des grandes philosophies païennes (sauf le matérialisme évidemment).

L'attaque vise d'abord les protestants, ensuite la théologie libérale et enfin les critiques de l'occidentalisation de l'Église au nom des autres cultures qui seraient en droit de refuser cette inculuration particulière.

Cette dernière formule doit viser la théologie de la libération et globalement les chrétiens critiques qui souvent se réclament des seuls évangiles.

Au-delà de cela, le pape ajoute «en arrière-plan», la question de la «*raison moderne qui présuppose la structure mathématique de la matière, sa rationalité intrinsèque*». Le pape y voit l'alliance du positivisme et du platonisme à travers le cas de Jacques Monod.

Dans tout cela, l'islam n'a pas sa place sauf pour valider le rôle de la raison via la critique faite à l'islam et à Mahomet par un empereur byzantin au XIV^e siècle. L'affaire est placée en tête de l'allocution, comme une accroche pédagogique, qui ne dépasse pas le sixième du texte total.

Mais encore une fois, l'orchestration islamique joue à fond et roule des

mécaniques: on ne pourrait égratigner l'islam et son prophète.

Qu'à voir l'opinion de la rue musulmane dans cette question de théologie chrétienne?

Bien entendu, nul n'est obligé d'être d'accord. Mais qu'y a-t-il de surprenant à ce que le pape de Rome présente le catholicisme comme l'union harmonieuse de la foi et de la raison face aux musulmans d'une part, aux représentants des Lumières d'autre part?

La présentation que le pape donne de l'islam qui ne connaît que la foi est un peu surprenante mais il ne s'explique pas là-dessus parce que ce n'est pas son sujet. Historiquement, l'islam a certes connu une forte philosophie rationnelle mais c'était à l'époque d'Averroès, il y a plus de huit siècles. Cela peut prouver que

tout est possible, même dans l'islam, mais tant de siècles d'oubli posent tout de même un sérieux problème.

Les partisans des Lumières sont aussi égratignés mais, sans doute sont-ils plus philosophes, ils n'ont pas véritablement protesté.

Conciliation

Le plus consternant est l'attitude du pape face aux critiques des musulmans et sa protestation de bonne volonté en faveur du dialogue avec l'islam, spécialement lors de sa réception des ambassadeurs des pays musulmans où il a insisté «*sur les valeurs religieuses que nous avons en commun*»². Quelques jours auparavant, il avait cru bon de parler de son profond respect pour les musulmans³.

Même s'il n'y a pas de vraies excuses, on songe d'abord à s'aplatir devant l'excitation obtuse des musulmans.

Bien sûr, le pape doit tenir compte des chrétiens qui vivent en minorités dans les pays musulmans. Ils sont apeurés et demandent «*de ne pas verser de l'huile sur le feu*»⁴.

Mais bien plus profondément, le pape, probablement désespéré de ne plus pouvoir parler en homme cultivé, doit bien tenir compte d'un autre problème. Dans le fond de commerce contemporain des religions, il y a le culte du respect des religions, fait d'une part pour unir les religions contre les incroyants et les croyants non conformistes et d'autre part, pour présenter les religions comme les moteurs de la paix.

L'ambassadeur belge auprès du Vatican, confit comme il convient en religion, se dit «*un peu inquiet de certaines décisions de Benoît XVI marquant une certaine hésitation dans le dialogue*» [avec les autres religions]⁵.

Même le très catholique président de la Commission européenne dit le contraire et déplore le manque de soutien des politiques au pape².

Il va bien falloir choisir entre les deux attitudes. ▲

Bruxelles – Toussaint 2006

Quand vous lirez ces lignes, vous aurez –à Bruxelles– vécu bien ou mal l'action de réévangélisation que l'archidiocèse de Bruxelles a menée à la Toussaint 2006, comme cela a été le cas pour ses homologues à Lisbonne en 2005, Paris en 2004 et Vienne en 2003, selon un accord entre les quatre archevêques.

Bien des activités proposées, comme par exemple le Congrès international pour la Nouvelle Évangélisation, ou des veillées, relèvent de la liberté de chacun et de chaque groupe dans une société pluraliste.

Dans les cimetières (et crématoriums), des équipes de deux ou trois chrétiens devraient proposer un feuillet reprenant des prières. Ils pourront accompagner ceux qui le désirent auprès des tombes sur lesquelles ils souhaitent se recueillir. Près des églises essentiellement, mais aussi dans les transports en commun, des catholiques iront dans l'espace public (encore que le métro...) «pour annoncer le Christ de manière explicite».

Sur le site www.bruxelles-toussaint2006, les textes sont prudents «...nous sortirons et dirons qui nous sommes. Sans prétention et sans nous imposer».

La tâche risque d'être bien ingrate dans une ville comme Bruxelles où non-croyants et musulmans doivent faire une claire majorité.

C'est donc vraiment d'une nouvelle évangélisation qu'il s'agirait.

Je ne souhaite évidemment pas bonne chance aux catholiques mais sur papier, ils ne sortent pas de leurs droits.

Les catholiques belges risquent de manquer de troupes. Selon toute apparence, le Renouveau charismatique et autres communautés de ce type, sans parler des visiteurs polonais ou lettons, vont prêter main forte à l'opération. Entre le conservatisme des uns et l'enthousiasme déconnecté des autres, il pourrait quand même y avoir des comportements difficiles à supporter.

Les textes belges sont plus prudents que ne l'ont été les actes à Paris, il y a deux ans. La semaine de Toussaint y avait été marquée par une volonté oppressante de marquer l'espace public (par une croix gigantesque devant Notre-Dame). Celui-ci est, par les églises, mille et une institutions et le cinéma audiovisuel pontifical, déjà marqué par l'Église au-delà de ce qui est raisonnable par rapport à son influence réelle.

Chassez la nostalgie et elle revient vite au galop: nulle part, je ne vois débattre de la pertinence d'un message et d'une institution sanctionnés par les deux derniers siècles (au moins). ▲

Patrice Darteville

¹ Texte français [² Le Monde du 27 septembre 2006.](http://encharismesicor.frce.fr, 19 septembre 2006, ou texte quasi complet dans Le Monde des 17-18 septembre 2006.</p>
</div>
<div data-bbox=)

³ Le Monde du 22 septembre 2006.

⁴ Le Monde des 24-25 septembre 2006.

⁵ Le Soir des 30 septembre et 1^{er} octobre 2006.

Il était une voix, Marin Marais...

DIDIER CHATELLE

Un siècle avant Mozart naissait un prodigieux compositeur dont on célèbre un peu trop discrètement l'anniversaire. Réparons cette injustice.

Bien sûr, pour saluer Marin Marais, on pourrait d'abord rappeler que ce fils de cordonnier est né à Paris en mai 1656, un siècle avant un certain Wolfgang Amadeus qui, forcément, lui fait un peu d'ombre en 2006... On pourrait ensuite évoquer le fameux épisode qui le voit devenir à seize ans l'élève du célèbre violiste Sainte Colombe. Lequel allait vite s'apercevoir que le jeune homme pouvait le dépasser, tant et si bien qu'au bout de six mois, il lui dit qu'il n'avait plus rien à lui montrer... Et Titon du Tillet de raconter dans *le Parnasse françois* que Marais «prenoit le tems en été que Sainte Colombe étoit dans son jardin enfermé dans un petit cabinet de planches... afin d'y jouer plus tranquillement et plus délicieusement de la Viole. Marais se glissoit sous ce cabinet; il y entendoit son Maître et profitoit de quelques passages et de quelques coups d'archet particuliers que les maîtres de l'art aiment à se conserver». On pourrait encore épingle le simple titre de «Musicqueur du Roy» qu'il obtint à l'âge de vingt ans, se souvenir qu'il fut le violiste préféré de Louis XIV et qu'en 1725, au sommet de sa gloire, il se retira pour se consacrer à l'enseignement et à l'horticulture. Une retraite de courte durée, puisqu'il allait rendre son ultime soupir à Paris, en 1728. On pourrait enfin sourire un brin à l'idée que le bougre trouva le temps

de composer non seulement six cent cinquante pièces groupées en suites, cinq Livres de Pièces à une et deux violes avec basse continue, quatre opéras – on retient surtout son art d'évoquer la tempête dans *Alcyone* et les enfers dans *Sémélé* – mais qu'il faillit même rattraper le père Bach puisqu'il fit, c'est le cas de l'écrire, la bagatelle de dix-neuf enfants... Mais à quoi bon accumuler à l'envi anecdotes et légendes – il aurait fallu évoquer aussi les rapports de Marin Marais avec Lully «qui l'estimoit beaucoup et qui se servoit souvent de lui pour battre la mesure dans l'exécution de ses Opéras et de ses autres ouvrages en Musique» –, depuis quelque trois décennies, après avoir été totalement oubliée, sa musique nous est enfin revenue, pour la plus juste raison qui soit. C'est qu'en effet, pour reprendre la belle formule de Vincent Borel, cette voix humaine, morte d'être trop solitaire à l'orée du siècle le plus sociable qui soit, nous parle à nouveau... Et si elle a reconquis nos chambres et nos alcôves, «serait-ce parce qu'elle nous ressemble, à nous, êtres du XXI^e siècle, baroques plus que jamais, qui vivons en un même temps le clair et l'obscur, et l'esprit et la chair, et l'un et le divers? Fracture, exaltation, faillite, transe: c'est une humanité traversée d'éclairs qui fonde l'intime texture de la musique de Marin Marais». ▲

• À épingle, en attendant la venue du Capriccio Stravagante en janvier et mars 2007, un concert du Ricercar Consort de Philippe Pierlot: des portraits de femmes signés Marin Marais, François Couperin et Louis de Caix d'Hervelois – Bruxelles, Conservatoire, 19/12 à 20 heures, infos au 02/507.82.00 – www.bozar.be

• Pour retrouver Marin Marais au disque, quelques rencontres au sommet: entre Savall, Pierlot, Pandolfo et Watillon, le cœur n'a pas fini de balancer... Mais signalons en outre la gravure toute récente et superbe de Marianne Muller avec l'Ensemble Spirale, un CD Zig-Zag Territoire 060801.

Philippe Pierlot et le Ricercar Consort bientôt au Conservatoire à Bruxelles.

Léon Spilliaert aux Beaux-Arts

Une forme de mystère

BEN DURANT

Comment présenter cet artiste insolite, né à Ostende en 1881, sous le signe flamboyant du Lion? Symboliste? Fantastique? Métaphysique? Expressionniste? Surréaliste? Tout lui convient mais rien ne lui va car Spilliaert l'inclassable travailla toute sa vie en franc-tireur. Marginal il le fut parce qu'il vivait en province bien qu'il ait plus volontiers fréquenté Paris que Bruxelles. Marginal il l'est aussi parce qu'il mène une existence aisée à l'abri du besoin. Grâce à l'héritage paternel, il peut peindre à son gré sans se soucier de vendre ou non. C'est d'ailleurs dans la boutique paternelle, une parfumerie chic, qu'il puisera l'inspiration de ses premières fioles, flacons et autres cartons d'emballage.

Son art doit bien sûr beaucoup au symbolisme, grâce en effet à l'éditeur bruxellois Edmond Deman qu'il rencontre dès 1902; il fréquente Émile Verhaeren, qui l'encourage vivement, ainsi que le cercle des artistes symbolistes dont Xavier Mellery deviendra son meilleur inspirateur. Un des éléments majeurs de l'univers de Spilliaert n'est-il pas le miroir, le motif par excellence de l'esthétique symboliste?

Fantastique, il l'est certainement aussi, nourri qu'il est des contes d'Edgar Allan Poe – publié par son ami Deman – ou du roman emblématique d'Oscar Wilde, *Le Portrait de Dorian Gray*. Ce que confirme d'ailleurs son ami, le peintre et critique Albert Dasnoy lorsqu'il écrit: «Spilliaert est un des très rares artistes qui aient orienté tout leur art dans le sens d'une

rencontre directe avec le mystère».

Quatre ans avant la première toile métaphysique peinte par Giorgio De Chirico, Spilliaert dessine – et ce à plusieurs reprises de 1907 à 1910 – «Digue et Kursaal d'Ostende», une architecture d'arcades dépouillées, crûment éclairée par la lune et semblant sortir en droite ligne des «Hymnes à la nuit» du poète romantique allemand Novalis. Mais ici, pas de statue gisante ni d'horloge figée, pas de fillette au cerceau ni de locomotive empanachée comme chez l'Italien, la mélancolie poignante qui règne chez l'Ostendais est engendrée par le dépouillement impitoyable des lignes essentielles et par la lumière spectrale qui inonde certains détails architecturaux.

On peut certes aussi le rapprocher de l'expressionnisme, celui d'Ensor peut-être, de Munch certainement, il y a des citations qui ne trompent pas. Et il n'y a guère de hasard dans le fait qu'il accepta d'être mis sous contrat par P. G. Van Hecke et André De Ridder, les propriétaires de la galerie Sélection où les deux hommes défendaient le trio Permeke, De Smet et Van den Berghe. Mais Spilliaert se rendit rapidement compte qu'il n'y figurait qu'en tant que «petit maître» et qu'il n'y avait guère de place pour lui dans cette écurie.

Surréaliste, il ne le deviendra que superficiellement après avoir lu en 1924 *Le Manifeste du Surréalisme*, rédigé par André Breton, si l'on songe à quelques œuvrages étranges des années suivantes.

À partir de 1937-38 et jusqu'à sa mort survenue en 1946, l'homme va dénier

«J'ai retrouvé l'équivalent de cette forme de mystère, longtemps plus tard, dans les natures mortes de ce peintre italien, Giorgio Morandi ou plus encore dans l'œuvre de ce peintre ostendais qui se promenait la nuit, dans sa ville, Léon Spilliaert».

Léon Wuidar

Musées Royaux des Beaux-Arts, 3, rue de la Régence, 1000, Bruxelles - Tel: 02/508.33.33 - www.expo-spilliaert.be - Jusqu'au 4 février 2007 (Fermé le lundi) Catalogue FR/NL/GB.
Anne Adriaans-Panier, *Spilliaert, le regard de l'âme*, Ludion, Gand, 2006
+ Léon Spilliaert dans les collections de la Bibliothèque Royale Albert 1^{er}, Jardin de l'Albertine, 1000, Bruxelles. Jusqu'au 3 février 2007 (Fermé le lundi).

Autoportrait, 1907, MRBAB, Bruxelles. Spilliaert en a peint vingt-deux, de 1902 à 1927, traquant sur son visage les symptômes de la maladie, de la folie et de la mort.

La Renaissance et les Lumières à Londres

Codex da Vinci

OLIVIER SWINGEDAU

Oubliés, le roman et le film! Une splendeur muséale rétablit les Codex de Léonard de Vinci dans leur démarche visionnaire. Honneur au génie à la fois concepteur, proto-designer et inventeur au Victoria & Albert Museum.

son art à l'arbre. Plus d'architecture, ni de présences humaines, l'arbre dialogue dorénavant en silence avec l'artiste.

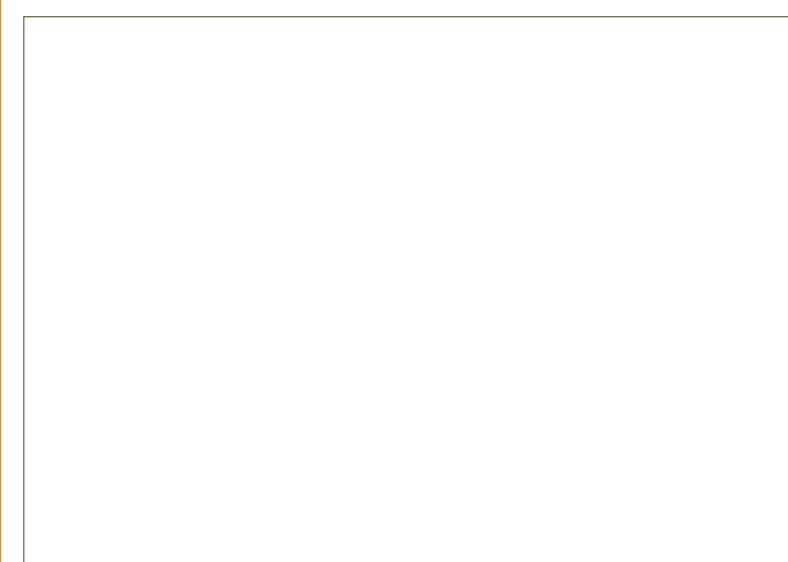
Les deux points forts de cette exposition concoctée par Anne Adriaans-Panier sont, d'une part, les rapports étroits noués entre Spilliaert et les écrivains de son époque, les Verhaeren, Maeterlinck, Hellens et Lecomte, et, d'autre part, l'impressionnante série des autoportraits. Spilliaert en a peint vingt-deux, de 1902 -il avait alors vingt et un ans- à 1927. Tous les amateurs s'accordent à dire que les meilleurs datent de 1907-1908. Comme Rembrandt et Van Gogh, il traque sur son visage les symptômes accablants de la maladie, de la folie et de la mort, conférant ainsi à son art la dimension tragique qui hausse un artiste au-dessus de son humaine condition.

Mais si les autoportraits constituent l'apothéose de cette belle rétrospective, on aurait ensuite pu faire l'économie des trois dernières salles -les années trente et quarante- qui désavantagent cruellement un peintre vieillissant mal. ▲

Boîtes devant une glace, ca 1904, MRBAB, Bruxelles.

L'ambition du V&A Museum de Londres et de Martin Kemp, un des grands exégetes de l'œuvre: présenter soixante dessins tirés des Codex provenant notamment de la célèbre *Collection royale britannique*. Certains visibles pour la première fois!

Il est vrai que les dessins de Léonard de Vinci (1452-1510) restent de pures visions, des constructions de l'esprit: les pragmatiques Anglais ont donc donné vie à ces touffus croquis grâce à des maquettes à l'échelle et de complexes techniques numériques d'animation en trois dimensions. Pas



Études d'un cœur de bœuf (c.1513) - Royal Collection - © H.M.Q. Elizabeth II.

ici de «ludique pour enfants» mais de véritables apports sensitifs révélant aux myopes et aux lents les détails des diverses chimères...

Les animations permettent de spatialiser les diagrammes complexes traduisant le processus de la pensée de Léonard, afin de faire mieux comprendre aux visiteurs les arcanes de sa pensée créative et visionnaire. Les maquettes à l'échelle de ses dessins, incluant une machine volante, un char et une arbalète géante, sont présentées dans le musée mais aussi dans des espaces extérieurs.

Papiers pensés

Ce «*Leonardo da Vinci: Experience, Experiment and Design*», titre de l'exposition, met en lumière (c'est le cas de le dire) et pour la première fois la question la plus fondamentale dans la démarche du génie: comment Léonard pensait-il sur le papier? Les pages de ses carnets, où sont consignées des multitudes d'idées, sont uniques en leur genre et dans l'histoire de l'art.

La *Collection royale britannique*, le *Codex Arundel* du V&A Museum et le *Codex Foster* de la British Library forment le noyau dur de l'exposition. Ces pages extraordinaires étaient à l'origine contenues dans des carnets de notes: les Codex. Elles furent ensuite hélas dispersées avec le temps, n'étant pour Léonardo que des hypothèses de travail d'ingénieur ou de simples délires, sans plus. Le *Codex Arundel*, notamment, n'est connu que des spécialistes et exposé pour la première fois en individuel.

Étranges machineries

Les pages tirées des Codex de Léonard donnent vie à de puissantes inventions inconnues jusqu'alors. Elles se font l'écho de visions révolutionnaires sur les transformations immémoriales de la Terre, ou sur les mystérieuses lois et proportions mathématiques régissant l'organisation de l'Univers. Elles consignent de minutieuses observations et des théories inédites sur le mouvement de l'eau et de liquides. Elles font le compte rendu détaillé d'interventions chirurgicales imaginées sur les valves du cœur. Elles dissimulent des considérations profondes sur l'art de la paix et la science de la guerre, traduisant précisément, de manière

graphique, l'univers mental d'un penseur.

Contrairement à ses contemporains artistes, Léonard ne se servait pas seulement de ses carnets comme réceptacle pour études préparatoires en vue de l'exécution de toiles: ses carnets de note étaient pour lui un véritable moyen d'études, d'analyse et de connaissance du monde.

Les dessins de Léonard contenus dans ses carnets suscitaient le plus grand étonnement chez ses contemporains. Personne n'avait entrepris jusque-là de recouvrir la surface d'autant de pages avec ses flots d'observations, transcriptions visuelles d'idées, alternatives issues de suppositions et d'hypothèses, théories, controverses, débats touchant de façon quasi exhaustive à tous les domaines de connaissance du monde visible de son époque. Et personne d'autre que Léonard n'utilisait autant de quantité de papier, support encore peu répandu et coûteux à l'époque!

The Great in the Small

Les commissaires de l'exposition, le professeur Martin Kemp et Thereza Wells, ont pointé quatre grands thèmes qui déclinent la pensée de Léonard.

- *The Mind's Eye* (L'œil de l'esprit) vise à explorer les recherches anatomiques de Léonard sur les relations entre les yeux et le cerveau; les proportions détaillées entre les parties du visage, du torse et des jambes. Elle présente également une série de problèmes de géométrie classique que Léonard tenta de résoudre.

- «La Force» met en lumière la fascination de Léonard pour les applications du principe de force dans la nature. Ses dessins, quasi cinématographiques, fixent la continuité du mouvement dans l'espace, jamais encore étudiée de la sorte. Au travers de ses études de créatures volantes et de leur anatomie, c'est le Léonard ingénieur que l'on découvre et ses recherches sur la possibilité de voler dans les airs, ce qui suscita bien des moqueries de la part de contemporains qui ne manquaient pas d'évoquer les malheurs d'Icare.

- *Making Things* (Concevoir et exécuter) s'intéresse plus particu-

Coups du visage et de l'œil humains, 1489 - Royal Collection - © 2006, H.M.Q. Elizabeth II.

lièrement aux différents travaux que Léonard réalisa pour des commanditaires, notamment de spectaculaires dispositifs de scénographie théâtrale ou de divertissement telles qu'horloges aquatiques et fontaines. Ses conceptions novatrices en matière d'architecture sont également abordées: études de bâtiments et un étonnant escalier en spirale!

- *The Lesser and Greater Worlds* (Mondes du grand et du petit) vient illustrer la croyance de Léonard en l'ancienne théorie de la division entre microcosme et macrocosme: le corps humain devrait reproduire en son sein, à une échelle très petite, toutes les divisions du monde et de l'univers dans leur ensemble. Des études d'organes, du cœur et d'une opération de valves sont présentées, ainsi que d'étonnantes représentations du mouvement de l'eau, rappelant le fantastique portrait de Léonard à la chevelure ondoyante.

Un conseil: munissez-vous d'une bonne loupe... et n'hésitez pas à entrer/sortir d'une exposition plongée dans la pénombre en raison de la fragilité extrême des dessins. ▲

Au Victoria & Albert Museum, Cromwell Road, South Kensington. Jusqu'au 7 janvier 2007. L'Eurostar vous y amène en 2h15. Le billet (£7, £5/seniors) donne droit à l'entrée à l'exposition «At Home in Renaissance Italy», un superbe ensemble! Pour les anglophones, infos au + 44 20 7942 2000 ou sur le site www.vam.ac.uk. Le catalogue, «Leonardo da Vinci: Experience, Experiment and Design» est indispensable (sous la direction de Martin Kemp).

Notes de lecture

Monique Mahieu a réussi un petit livre original en forme d'initiation à une réalité souvent occultée: l'impatience du désir dans la construction d'une vie. Tant de chemins s'offrent à la jeunesse qui ne sont que des impasses!

Le désir est premier et la vie sous le signe de l'inachevé. L'absolu, de l'ordre de la métaphore, est «l'inaccessible étoile». Elle propose donc un «*chemin initiatique d'une existence d'art*» (p. 13), le ressort d'un art de vivre qui est aussi un art de choisir.

Subtilement convoqués, des philosophes (de Lao Tseu à Onfray en passant par Spinoza ou Kant), des écrivains (d'Artaud à Giono en passant par Stendhal ou Henry Miller), viennent soutenir naturellement le propos, sans prétention académique, comme dans une aimable conversation.

Sagesse et poétique de la séduction, de la fascination, côtoient les élans de la mystique, car le désir anime les multiples contradictions et paradoxes de la chair et de l'esprit au prix du bonheur comme de la souffrance. N'est-il pas «*un mixte de présence et d'absence*» (p. 27) qui nous taraude le corps et l'âme autant qu'un phénix toujours renaissant de ses cendres?

Ainsi les fantasmes nous assaillent qu'il faut apprendre à trier pour conserver sa précieuse liberté et une chance de bonheur dans la dignité. Aucun moralisme mais une invitation à la méditation sur ce qui fut trop souvent un tabou d'autant plus inacceptable qu'il exprime dès notre naissance notre force vitale. Ce n'est pas Gilles Deleuze qui le démentira!

Monique Mahieu, *Les chemins du désir*, Publibook, Paris, 2005, 69 pages.

Voici une rareté intéressante. Ce texte de 1530, traduit par Alain Van Dievoet et excellamment préfacé par Jean-Pierre Vanden Branden, conservateur honoraire du Musée Érasme, peut encore nous donner à réfléchir. Et n'est-ce pas un astucieux clin d'œil à l'actualité la plus brûlante que de nous présenter aujourd'hui la réflexion aiguë du célèbre humaniste dont le jugement éclairé provoqua nombre de tensions et de menaces?

L'agrément de l'intelligence, même en partie bridée par l'autorité de l'époque, se double de celui d'une petite édition d'une élégance parfaite.

Érasme, *La guerre contre les Turcs*, Les

Éditions du Hazard (34, rue J. Hazard, 1180, Bruxelles), 2006, 102 pages.

Quelle bonne idée de nous révéler cet inédit d'un traducteur prestigieux grâce à qui la francophonie découvrit notamment Gabriele d'Annunzio et Blasco Ibanez!

Dans une langue magnifique, avec un sens aigu de la nuance comme des droits et devoirs du traducteur, Hérelle, pétro de formation classique, offre une sorte de petit traité familial et vivant de son art. Cela vaut tous les cours de traductologie avec, en prime, une magnifique leçon de français et des aperçus révélateurs sur les hommes et les œuvres.

Une déontologie sans faille, une haute conscience de son travail, un souci précis de culture, autant de forces roboratives que tout lecteur pourra trouver dans ce volume qui est un petit bijou du genre.

Georges Hérelle, *Petit Mémoire d'un traducteur*, présenté et publié par Jean-Marie Van der Meerschen, Éditions du Hazard (34, rue J. Hazard, 1180 Bruxelles), 2005, 126 pages.

Marcel Voisin

Les lecteurs nous écrivent

- Suite à l'articulet intitulé «Racolage?» synthétisant un courrier qu'elle avait adressé à la rédaction, Mme M. Saintenois-Jottrand indique que c'est à la couverture du numéro de mars (sur l'évolution) et non à celle de juin (En scène) qu'elle a appliqué l'épithète de «révulsive». Elle a parfaitement raison et j'ai donc commis une confusion. Rectification est faite mais Mme Saintenois-Jottrand nous reproche bien le choix de la couverture de juin trop favorable à Jan Fabre, trop «*d'une tout autre nature*» que celui de la couverture de mars, ce qui, je suppose, veut bien dire «racoleur».
- Un lecteur très attentif nous fait remarquer une erreur dans l'article de Louis Chalon «Le français en pleine déliquescence?» (*Espace de Libertés* 345, septembre 2006, p.5, 1^{re} colonne). Il y est écrit que Louis XVIII rentre en France en avril 1814 «*après un exil de près de treize longues années*». L'exil avait en réalité duré vingt-trois ans. Louis Chalon est aussi confus de son erreur que nous.

P. D.

Quelques publications du Crisp

Deux courriers hebdomadaires à signaler à nos lecteurs : «*La nouvelle loi pénitentiaire - Retour sur un processus de réforme (1996-2006)*». La réforme entamée en 1996 a abouti au vote de la loi de principes concernant l'administration pénitentiaire et le statut juridique des détenus. Philippe Mary retrace le long processus d'élaboration de cette loi dont l'application risque de buter, selon lui, sur la persistance de la surpopulation carcérale et la résistance des agents pénitentiaires. Sans réforme de l'organisation interne des prisons et de la formation du personnel, l'objectif pivot de la loi, à savoir la limitation des effets préjudiciables de la détention, risque de ne pouvoir être atteint.

Le second courrier porte sur «*Le statut social des ministres des cultes et des délégués laïques*». Sans avoir le statut d'agent de l'État, les ministres des cultes et les délégués laïques sont payés par l'État qui n'est pas leur employeur. Les différences ne sont pas toujours pertinentes. L'auteur, Marc Beumier, analyse le régime juridique d'une catégorie professionnelle originale. Il reconstitue pièce par pièce les divers législations et réglementations qui s'appliquent ou non à ces travailleurs pour comprendre leur fondement, les différences et similitudes avec les agents du secteur public et les travailleurs du secteur privé. Il définit les domaines dans lesquels l'autorité politique, par ses engagements ou ses déclarations, se trouve amenée à devoir prendre des initiatives - Prix: 6, 90 ⠼.

Dossiers 65 et 66: «*La commune*» et «*La province*» de Michel Collinge. Ouvrages publiés juste avant les élections communales et provinciales, ces deux dossiers exposent le fonctionnement de ces entités, mettant en évidence, pour ce qui concerne la commune, ce qui vaut pour la Région wallonne et pour Bruxelles, et pour la province, son double rôle de pouvoir autonome et subordonné - Prix: 7,50 ⠼.

www.crisp.be